

Amnistie à Taïwan

Les portes des prisons de Taïwan se sont ouvertes vendredi 22 avril pour 7 776 prisonniers, tandis qu'environ 30 000 vont bénéficier de mesures de clémence. Cette amnistie a été décrétée par le nouveau président, M. Lee Teng-hui, en commémoration de la mort de son prédécesseur, Chiang Ching-kuo, décédé il y a cent jours. Seules n'en bénéficieront pas les personnes condamnées pour leur appartenance au Parti communiste ou pour vol à main armée.

Cette amnistie est certes une tradition : 17 000 personnes avaient été libérées en 1975 à la mort du maréchal Tchang Kai-chek. Mais elle prend cette fois-ci un aspect plus significatif : tout d'abord parce qu'elle est sensiblement plus large qu'en 1975. Ensuite et surtout parce que ces mesures de clémence confirment la libération du régime, entamée par Chiang Ching-kuo et poursuivie, voire amplifiée, par son successeur.

M. Lee Teng-hui, premier chef du régime d'origine taïwanaise, a réussi en trois mois à assaïr son pouvoir et à tancer les vives et contestées « réactions » avec Tchang Kai-chek en 1990, et qui accaparaient l'État à leur profit, alors que les Taïwanais de souche représentaient 80 % de la population de l'île. Tout comme sur le continent, les vieux conservateurs auront réagi jusqu'à la limite de leurs forces face aux modernistes partisans d'une certaine démocratisation.

L'action entreprise par M. Lee a pour objectif de donner de plus en plus de pouvoir aux Taïwanais sans modifier les institutions en place. En même temps il poursuit la politique d'ouverture vers le continent de son prédécesseur : depuis le 16 avril, les Taïwanais ont à nouveau le droit de correspondre avec leurs parents de l'autre côté du détroit. Depuis la fin de 1987, ils pouvaient déjà se rendre sur le continent à certaines conditions. Pour sa part, Pékin vient d'annuler tous les « criminels » qui avaient fui à Taïwan en 1949.

Mais la bonne volonté manifestée à Taïwan comme à Pékin ne doit pas masquer les difficultés. Il ne s'agit que des premiers pas d'un long processus de réconciliation dont le succès n'est pas garanti. Il n'en demeure pas moins que les dirigeants taïwanais sont devenus plus réalistes, plus confiants dans leur réussite, moins frileux face à un régime communiste qui rêve de bénéficier des capitaux et du savoir-faire qui est à l'origine du « miracle » économique taïwanais.

En dépit de leurs anciennes rivalités, le PC et le Kuomintang sont avant tout nationalistes. Tous deux s'accordent pour réaffirmer la souveraineté chinoise sur le Tibet, et Taïwan a annoncé que ses troupes soutiendraient celles de Pékin en cas d'attaque vietnamienne dans les Spratleys. La haine accumulée du temps de Mao Zedong et de Tchang Kai-chek commence à se dissiper, lentement.



Le premier tour de l'élection présidentielle

- La droite comme la gauche redoutent l'« effet Le Pen »
- Le scrutin risque d'être troublé en Nouvelle-Calédonie

Tous les candidats et la plupart des formations politiques de gauche comme de droite craignent l'« effet Le Pen » sur les résultats de l'élection présidentielle.

par Jean-Marie Colombani

L'irruption du drame calédonien sur la scène métropolitaine, aux dernières heures de la campagne pour le premier tour de l'élection présidentielle, a naturellement soulevé cette sinistre question : quel candidat « profitera » de cette violence, quel autre en pâtira, si tant est que le Caillou préoccupe l'électeur... Pour l'heure, constatons simplement que Raymond Barre est resté centriste, en souhaitant qu'il n'y ait pas exploitation politique ; que François Mitterrand a opté pour le comportement présidentiel, en lançant un appel au calme ; que

Jacques Chirac a, lui, préféré rester candidat, en reprochant au président de n'avoir pas « dérogé » les mains criminelles d'Ouvéa.

Quelle que soit l'incertitude calédonienne, le scrutin de 1988 a pour caractéristique d'être le premier mettant aux prises, pour la lutte finale, le chef de l'État et le chef du gouvernement.

L'intérêt du 24 avril est, bien sûr, de donner la clé du 8 mai. Ses résultats vont faire l'objet de trois évaluations.

(Lire la suite page 5 et les informations sur la Nouvelle-Calédonie pages 6 et 16.)



Cinq gendarmes ont été blessés dans un attentat vendredi 23 avril près de Calvi (Haute-Corse) (lire nos informations page 9).

La réapparition de M. Ligatchev

La comédie du pouvoir au Kremlin

M. Ligatchev était présent, vendredi soir 22 avril, au Kremlin, au côté de M. Gorbatchev, pour la cérémonie marquant l'anniversaire de Lénine.

Cette réapparition met un terme, au moins provisoire, aux rumeurs qui circulaient à Moscou selon lesquelles sa position de numéro deux du régime était compromise.

MOSCOU de notre correspondant

Fiché en plein cœur du Kremlin comme un obus tombé d'eux-mêmes, stupéfiement blanc au milieu du chatoiement des orbes, et désespérément géométrique dans cet univers d'arrondis polisés par les siècles, le palais des congrès était, le vendredi 22 avril, le plus beau des théâtres du monde. Sur un argument bien faible (le cent dix-huitième anniversaire de la naissance de

Lénine), on y jouait en effet la comédie du pouvoir soviétique à l'heure de la « perestroïka » et les acteurs - M. Gorbatchev en tête - étaient à la hauteur du drame. C'est que cinq heures avant le lever de rideau, midi heure de Moscou, l'aube aux États-Unis, on avait appris qu'un grand quotidien américain annonçait, détails à l'appui, que le bureau politique avait, trois jours plus tôt, retiré à M. Ligatchev ses deux principales attributions - la presse et l'idéologie, - et lui avait de surcroît

enjoint de prendre deux mois de vacances.

Deux mois, c'est le temps qui reste d'ici à l'ouverture de la conférence du parti. Les rumeurs circulent depuis dix jours dans tout Moscou semblaient confirmées, amplifiées même, puisque le numéro deux était supposé avoir non seulement perdu ses responsabilités mais aussi la possibilité de peser sur la préparation de ce mini-congrès.

BERNARD GUETTA. (Lire la suite page 4.)

Le sort des otages

Difficiles négociations à Beyrouth

PAGE 16

Voiture piégée au Liban

49 morts à Tripoli.

PAGE 16

Les livraisons illégales à l'URSS

Deux contrats récents à l'origine des arrestations.

PAGE 9

Une concession de M^{me} Thatcher

Les salaires des infirmières britanniques sont augmentés.

PAGE 16

La vente des « Echos »

M. Balladur autorise la cession du quotidien économique au groupe Pearson.

PAGE 10

Michael Jackson en concert

L'homme qui voulait être un enfant.

PAGE 10

Le sommaire complet se trouve en page 16

L'exil français du dictateur haïtien

La vie en or des Duvalier

La cour d'appel d'Aix-en-Provence doit dire, le lundi 25 avril, si les tribunaux civils français sont compétents pour se prononcer sur les poursuites engagées par la République d'Haïti contre l'ancien dictateur Jean-Claude Duvalier et plusieurs de ses proches.

Toussaint Louverture, l'esclave rebelle qui fit d'Haïti la première république noire, mourut, rongé par la maladie, près de Pontarlier (Jura) dans un cachot glacial où Napoléon l'avait embastillé. La France est devenue bonne fille : la famille Duvalier, qui, en trente ans de règne avide et cruel, a ruiné Haïti, coule des jours paisibles dans une villa de Mougins (Alpes-Maritimes), providence des meilleurs restaurants de la Côte d'Azur, des grands couturiers et des joyelliers parisiens.

Cela fait deux ans qu'un appareil de l'US Air Force les a débarqués en France pour un séjour prétendument sans lendemain. Mais le provisoire perdure, la justice est nonchalante et leur magot est tenu, pour l'essentiel, en lieu sûr. Les déshérités des bidonvilles de Port-au-Prince, parmi les plus atroces cloaques des Amériques, ne reverront pas de sitôt les 600 millions de dollars (au moins) que le clan Duvalier, propriétaire et clientèle,

est accusé d'avoir détourné de 1957 à 1986.

Réfugié dans la villa Mohamedia où l'on aperçoit, dissimulé derrière un cyprès, un homme armé d'un fusil à pompe, le « président » ne reçoit plus. Le filet de la justice se resserre autour de lui et si les mailles sont encore lâches, le dictateur en exil a passé, il y a quelques semaines, un mauvais quart d'heure.

Le jour vient à peine de se lever ce matin-là. Un cortège de voitures emprunte l'étroit chemin qui mène, le long de l'autoroute Estérel-Côte d'Azur, jusqu'à la villa. A leur bord, une quinzaine de personnes, gens de police et de justice, qui viennent, sans crier gare, perquisitionner. Jean-Claude Duvalier et son épouse, Michèle Bennett, sont tirés du lit. Dérangés eux aussi dans leur sommeil, leurs proches et domestiques sont poussés avec eux au milieu du salon, certains en robe de chambre, tous abasourdis.

Décontenancée, l'altière Michèle Duvalier, qui se posait comme l'Eva Peron d'Haïti, la madone des indigents, serre contre elle un carnet qui ne peut qu'intriguer ses visiteurs imprévus. Imprudemment, elle y a recensé d'une écriture nette les dépenses du couple « présidentiel ». La lecture de ces pages appliquées est d'autant plus instructive que les Duvalier ne disposent à première vue d'aucune

ressource : ni comptes en banque ni revenus apparents. « Nous avons pratiquement laissé [en Haïti] tout ce que nous avions », a prétendu un jour sur Europe 1 l'ancienne « première dame ».

Dans ce Midi de la France où il fait bon vivre, le dictateur déchu et sa famille ne risquent pas la déchéance. Pas de ressources officielles, mais de l'argent qui coule à flot. Tenté de percer à jour ce mystère, c'est croiser à nouveau sur son chemin Adnan Khashoggi, le brasseur d'affaires saoudien, convaincu d'avoir dissimulé en France une trentaine de toiles de maître emportées dans sa fuite par un autre couple de dictateurs, Imelda et Ferdinand Marcos des Philippines (Le Monde du 17 mars). Ainsi la villa Mohamedia, où les Duvalier jouissent de leur fortune, appartient-elle à l'un des fils aînés du Saoudien, Mohamed, dont ils sont depuis juin 1986 les hôtes.

Ils n'y paient que le téléphone, l'eau, le gaz et l'électricité, toujours en liquide afin d'échapper à d'éventuelles saisies bancaires, même lorsqu'il s'agit de sommes élevées (plus de 58 000 F versés aux PTT en décembre 1987).

Les quatre vigiles armés qui se relaient jour et nuit dans le jardin de la villa ? Payés en numéraire comme les commerçants des environs.

BERTRAND LE GENDRE. (Lire la suite page 9.)

HÉLÈNE CIXOUS

MANNE

aux Mandelstams aux Mandelastams

des femmes

Antoinette Pouque

1988

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 2 000 L. ; Liban, 6 000 DL. ; Luxembourg, 40 F. ; Norvège, 15 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 cr. ; Suisse, 1,80 F. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

صكنا من الاصل

هڪڙو ماڻهو اڃا به

Dates

Il y a dix ans

Le coup d'Etat communiste à Kaboul

RENDEZ-VOUS

Dimanche 24 avril. - **Cameroun :** Elections présidentielle et législatives.
Île Maurice : Conférence régionale pour l'Afrique de la FAO (jusqu'au 4 mai).
Lundi 25 avril. - **Luxembourg :** Conseil des ministres des affaires étrangères des Douze (25-29).
Bangladesh : Ouverture de la session du nouveau Parlement par le président Ershad. Grève générale de huit heures à l'appel de l'opposition.
Mardi 26 avril. - **Canada :** Elections générales dans la province de Manitoba.
Corée du Sud : Elections législatives.
Etats-Unis : Primaires en Pennsylvanie.
Vendredi 29 avril. - **Europe :** Visite du premier ministre japonais, Noboru Takeshita au Royaume-Uni, en RFA et en Italie (jusqu'au 3 mai).
Dimanche 1^{er} mai. - **Salvador :** Entrée en fonctions de la nouvelle Assemblée.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-51

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
 Hubert Beau-Méry (1944-1969)
 Jacques Favret (1969-1982)
 André Laurens (1982-1985)

Directeur de la société :
 cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
 Société civile
 « Les rédacteurs du Monde »,
 Société anonyme des lecteurs du Monde,
 Le Monde-Entreprises,
 MM. André Fontaine, gérant,
 et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.
 Rédacteur en chef : Daniel Vermet.
 Correspondant en chef : Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-25-91-83 ou 45-55-91-71
Télex MONDIPUB 266 136 F

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15 - Taped LEMONDE

ABONNEMENTS
 BP 507 09
 75422 PARIS CEDEX 09
 Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
354 F	672 F	954 F	1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE
 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
 1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1 095 F 1 390 F
 2 - SUISSE/TURISME 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Changements d'adresse définitifs en province : nos abonnés sont invités à formuler leur demande dans les semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ABONNEMENTS PAR MINITEL
 36-15 - Taped LEMONDE
 code d'accès ABO
 365 jours par an, 24 heures sur 24

Il est midi et demi ce 7 du mois du Taureau (Saor) 1357, équivalent du 27 avril 1978 dans le calendrier solaire musulman en usage en Afghanistan, quand la population de Kaboul commença à s'interroger : un coup de canon a été entendu vers midi, des tanks circulent sur la place du Pachtounistan, près du ministère des communications, des soldats équipés de bazookas prennent position à proximité de la maison du président Daoud. L'accès de l'ambassade de France voisine est bloqué.

Personne ne sait interpréter ces mouvements. Certains pensent qu'il s'agit de manœuvres militaires. Un professeur communiste du lycée Estojal a cependant son idée sur la question : « Sans doute un coup d'Etat », confie-t-il, apparemment ravi. La population s'empresse de rentrer chez elle en ce début de week-end (le vendredi est le jour férié hebdomadaire). Bus et taxis, chargés de passagers, se fauillent en slalomant autour des tanks, ignorant le danger et la gravité de la situation.

Vers 13 heures, des fusillades, tirs de mitrailleuse ou coups de canon éclatent. Un peu plus tard, deux avions apparaissent dans le ciel à haute altitude. On n'apprendra que plus tard qu'ils viennent, à l'appel de Daoud, de la base de Chindand, dans l'ouest de l'Afghanistan. Incapables de discerner parmi les chars en action quels sont ceux des rebelles et disposant de faibles réserves de carburant, ils repartent bientôt, impuissants.

Le radio ne donne, bien sûr, pas d'informations. Mais des échanges entre les insurgés peuvent être surpris, car ils utilisent une longueur d'onde voisine de celle de Radio-Kaboul : « Nous sommes arrivés à la radio, entend-on ainsi dans l'après-midi, mais des soldats la défendent. Que devons-nous faire ? » Peu après, à 17 h 30, Radio-Kaboul tombe. Au même moment - mais on ne l'apprendra que plus tard, - les sept leaders communistes emprisonnés depuis la veille sont libérés.

Pendant ce temps, la population de Kaboul, stupéfaite, assiste, qui dans son jardin, qui du toit de sa maison en terrasse, à un impressionnant ballet aérien : plongeant dans le cirque de hautes montagnes où se trouve enserré Kaboul, des Mig piquent avec précision sur le palais présidentiel, qu'ils arrosent de roquettes, se redressent vivement et quittent la scène avant de revenir pour une nouvelle vague d'assaut. Une aile du palais prend feu.

La « grande révolution de Saor »

Le coucher du soleil à beau interrompre les bombardements aériens, l'essentiel est maintenant joué et la radio, aux mains des insurgés, peut annoncer, à 19 heures, dans un communiqué solennel, la fin du règne de la famille des Yahya (1).

En réalité, les combats vont durer encore une partie de la nuit. La garde présidentielle résiste avec opiniâtreté. La garnison de Rikhkor, aux portes de Kaboul, essaie de lui prêter main forte. Mais en vain. À l'aube du 28 avril, le palais est pris et Daoud, qui a refusé de se rendre, est sommairement exécuté, ainsi que ses plus proches collaborateurs et les dix-huit membres de sa famille, dont cinq enfants.

Ainsi s'achevait la domination des Dou-ranis, qui avaient créé le royaume d'Afghanistan en 1747 et y avaient régné avec le titre d'émir ou de roi, et finalement de président de la République après le 17 juillet 1973, date à laquelle le prince Daoud, pourtant cousin et beau-frère du roi, avait renversé la monarchie.

Selon la version communiste officielle, la chute de Daoud fut accueillie avec un grand enthousiasme populaire. En conséquence, les nouvelles autorités qualifièrent le coup d'Etat de « révolution », puis une instruction ministérielle intima l'ordre de désigner les événements sous le nom de « grande révolution de Saor » (en référence, bien sûr, à la « grande révolution d'Octobre »).

En réalité, si les gens sortirent nombreux les jours suivants pour visiter les lieux des combats, ils n'étaient pas tous par une sympathie particulière, mais bien plutôt par la curiosité : ils cherchaient à recueillir quelques données, observaient les tanks détruits ou la brèche qu'une

roquette avait provoquée dans l'ambassade de France, humaient l'odeur de poudre qui flottait pendant quatre heures dans l'air. Surtout ils essayaient de s'informer : combien y avait-il eu de victimes ? On parlait de dix mille morts, la réalité étant sans doute plutôt voisine de deux mille ou trois mille morts (2). Et qui étaient les nouveaux dirigeants ? Le bruit courait qu'il s'agissait d'officiers nationalistes. Personne n'évoquait l'hypothèse d'un coup d'Etat communiste.

Ni radieux ni particulièrement attristés de l'écroulement du régime d'un président

cependant totalement absents du milieu rural, ce qui n'est pas gênant pour prendre le pouvoir, mais l'est davantage dans un pays à 90% agricole si on veut y établir un pouvoir stable. En outre, ils étaient divisés profondément en deux factions hostiles, même si également dociles à Moscou (toute critique sur la politique soviétique était sévèrement sanctionnée).

Quand ces deux mouvements décidèrent, le 3 juillet 1977, de fusionner, il n'est donc pas difficile de deviner une décision venue d'URSS. Dès lors, les communistes se préparent à prendre le pouvoir. Selon cer-

assurés du soutien soviétique et convaincus d'être les artisans du mouvement irrésistible de l'histoire, ils entreprennent de changer radicalement la société afghane. C'est-à-dire qu'ils déclarent de la soviétiser à marche forcée.

À peine, le 30 avril, Taraki est-il désigné comme chef de l'Etat, que l'Union soviétique reconnaît le nouveau régime. Il est difficile dès lors de distinguer l'action du nouveau gouvernement de la politique de l'URSS. Des contrats avec celle-ci sont annoncés chaque jour à la radio. Des conseillers soviétiques débarquent dans les ministères et imposent des réformes. Ils rédigent, par exemple, de nouveaux programmes pour l'école primaire. Surtout ils réorganisent, dès le 15 mai, les services secrets, prenant par le fait même la plus grande responsabilité dans le climat de règlement de comptes, de tortures, de délation, en un mot de terreur, qui s'instaura à partir de ce moment-là.

De grandes réformes sont promulguées par le parti Khalq - qui joue sur son nom (le peuple) pour introduire un amalgame entre ses propres décisions et la volonté du peuple. Le 12 juillet, les dettes hypothécaires des paysans sont abolies ; le 19, un nouveau drapeau - entièrement rouge - est adopté. Le 2 décembre, une réforme agraire est lancée. Mal conçue par des semi-intellectuels totalement coupés de la population paysanne, ces mesures engendrent des troubles croissants.

Pour consacrer le tout, un traité d'amitié est signé le 5 décembre par Taraki en présence d'Hafizullah Amin (qui sera tué un an plus tard lors de l'invasion soviétique). C'est derrière ce traité que se retranchera l'Union soviétique pour justifier la légalité de son intervention en décembre 1979 (3).

À cette époque les dirigeants afghans ont le sourire ; ils ont l'impression d'avoir réalisé de grandes réformes historiques et d'avoir solidement amarré la « révolution afghane » à celle du « grand frère » soviétique. Ils croient, grâce à dix mille conseillers politiques et à une police secrète omnipotente, avoir maîtrisé le pays. Mais, malgré le nom de leur parti, ils ont méconnu leur peuple et mésestimé la capacité de résistance de la société afghane. Certaines provinces ont déjà commencé de se soulever et le mouvement prendra une telle ampleur en 1979 qu'il conduira à l'invasion soviétique du mois de décembre. Du coup l'URSS et les communistes afghans finissent de faire l'unité contre eux. L'insurrection se transforme en une véritable résistance islamique généralisée.

ÉTIENNE GILLE.

- (1) Accordé aux deux derniers rois et au président Daoud.
- (2) Les communistes s'en reconnaissent que cent.
- (3) En prétextant un pseudo-appel par H. Amin, qui sera exécuté immédiatement.

Ouvrages de référence :

* Afghanistan. Two Party Communism, par Anthony Arnold, Hoover Institution, Stanford University.
 * Afghanistan. La colonisation impossible, ouvrage collectif, Ed. du Cerf.

Correspondance

Le 22 mars à Nanterre

Se référant à l'article publié dans le Monde dans 27-28 mars pour l'anniversaire du Mouvement du 22 mars 1968 à Nanterre, M. Patrick Louis nous écrit :

« Auteur de son reportage effectué ce 22 mars 1968, j'ai été surpris de voir ma contribution paraître sous la seule initiale de mon pseudonyme. En effet, mon engagement, qui ne tenait pas à mon seul « désintéressement », n'avait rien de secret. Sans trop d'orgueil d'auteur, il me serait agréable de retrouver l'intégralité de mon nom, n'ayant aucune objection à une clandestinité que vos lecteurs pourraient soupçonner en voyant mon identité masquée... »



Daoud
 qui n'était plus populaire, les habitants de Kaboul, choqués cependant par la violence des combats et par les massacres des proches de Daoud, attendaient, un peu abasourdis, de voir comment tout cela allait évoluer. Quant aux habitants de la province, totalement absents des événements, il faudra un certain temps avant qu'ils puissent confronter des témoignages directs avec la propagande de la radio.

L'assassinat de Mir Akbar Khayber

Cette stupeur un peu morne contrastait avec la véritable satisfaction, voire la liesse qui avait accueilli, cinq ans auparavant, l'accession au pouvoir de Daoud. Les gens pensaient que le pays avait besoin de sa fermeté, et l'abolition de la monarchie leur avait donné l'impression de sortir magiquement du passé. L'alliance nouée par le nouveau président avec des officiers communistes pour parvenir au pouvoir n'avait pas outre mesure ému la population tant elle lui faisait confiance.

Daoud avait très mal su gérer ce capital de sympathie : il avait instauré un régime autoritaire et solitaire, et la plupart des réformes qu'il avait annoncées s'étaient enlisées. Il s'était séparé un à un des ministres communistes qui constituaient au départ la moitié de son gouvernement et occupaient des postes-clés comme celui de l'intérieur.

Dans le domaine des relations extérieures, il avait entrepris d'affirmer son indépendance à l'égard des Soviétiques, dont il avait pourtant favorisé jadis la pénétration dans le pays, et notamment dans les forces armées ; il avait envoyé ses deux fils en URSS faire leurs études supérieures. Il s'était rapproché à partir de 1975 du Pakistan et de l'Iran, indisposant ainsi sérieusement Leonid Brejnev et, début 1978, il avait rendu visite à de nombreux chefs d'Etat de la région pour préparer soigneusement la conférence des pays non alignés qui devait s'ouvrir le 2 mai à Kaboul et où il souhaitait, dit-on, contrebalancer l'influence des pays soviétiques.

De leur côté, les communistes afghans n'étaient pas restés inactifs. Ils ne représentaient certes pas une force considérable : sans doute aux environs de cinq mille membres. Mais ils étaient relativement bien organisés et possédaient quelques bases d'implantation chez les fonctionnaires et surtout dans l'armée. Ils étaient

ainsi, le mois d'août 1978 avait été retenu. A moins que...

Le 17 avril 1978, Mir Akbar Khayber, un des principaux dirigeants du Parti communiste, est assassiné. Le crime est immédiatement imputé aux services secrets de Daoud, et l'enterrement est l'occasion d'un important rassemblement de plus de dix mille personnes choquées par l'assassinat, au cours duquel Nour Mohammad Taraki, secrétaire général du parti, met en garde le pouvoir.

C'était inouï sous le régime de parti unique instauré par Daoud, pendant lequel aucune manifestation publique ne s'était déroulée. La réaction du président ne pouvait faire aucun doute. Le 26 avril, les principaux dirigeants du parti sont emprisonnés. L'un d'entre eux, Hafizullah Amin, bénéficie cependant de quelques heures de délai qu'il utilise, semble-t-il, pour donner les instructions nécessaires au déroulement du coup d'Etat déclenché par cette mesure.

La soviétisation

De fortes présomptions existent pour que le commanditaire véritable de l'assassinat de Khayber ait été Amin lui-même. Disons seulement que, dans cette hypothèse, on connaîtrait le nom des deux assassins : les deux frères Sediq et Aref Alenay, auxquels H. Amin confiait plus tard de hautes responsabilités et qui furent au nombre des quelques dirigeants exécutés en juin 1980, peu après l'invasion soviétique.

On s'est beaucoup interrogé également sur l'implication de l'URSS dans les événements d'avril 1978. Son accord sur le principe d'un coup d'Etat, sa volonté même que le président Daoud soit renversé, ne font pas de doute. Son assistance - au moins passive - par le biais de nombreux conseillers soviétiques placés à tous les échelons de l'armée, et notamment dans l'armée de l'air, est infiniment probable. Sa participation concrète, en revanche, n'est pas démontrée. Les photocopies des ordres d'Amin auraient été réalisées sur le photocopieur de l'ambassade soviétique, aucun autre photocopieur n'étant disponible. Indica bien faible.

L'ambassadeur d'URSS, Alexandre Puzanov, était, quant à lui, à la pêche ce jour-là...

Plus que par leur propre force, les communistes avaient en fait vaincu Daoud grâce à la faiblesse de leur adversaire. Pourtant, enorgueillis par leur victoire,

LUNDI 25 AVRIL, DATÉ MARDI 26

Le Monde

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL, 92 p

- Tous les résultats du premier tour
- Supplément spécial SICOB : l'état de l'Europe
- 16 pages d'offres d'emploi pour les cadres

ISRAËL

Reprise des affrontements dans les territoires occupés : deux morts

JÉRUSALEM de notre correspondant

A peine achevées les célébrations du quarantième anniversaire de l'Etat, la routine du soulèvement a repris ses droits. Le vendredi 22 avril, premier vendredi du mois de ramadan...

le régime du couvre-feu, confinés à leur domicile; aucun résident de Cisjordanie et de Gaza n'est plus autorisé à quitter en Israël...

A Jérusalem, pour la troisième fois depuis le début du soulèvement, des heurts ont eu lieu sur l'esplanade des mosquées...

La déclaration venait de s'échapper sur « la noble sanctuaire », entre les mosquées Al-Aqsa et Omar, lorsque des centaines de manifestants hiberent des drapeaux noirs...

A Khan-Yomni, dans le sud du territoire de Gaza, au moins un Palestinien a été tué par balles et plusieurs autres ont été blessés lors d'affrontements avec l'armée...

Ces manifestations ont, pour les autorités, valeur d'avertissement. Elles sont un défi aux mesures de sécurité appliquées depuis mercredi qui bouclent et isolent totalement les territoires...

Raid israélien sur des positions palestiniennes au sud de Beyrouth

Huit combattants palestiniens ont été blessés, le vendredi 22 avril, lors d'un raid aérien israélien contre des positions du Front populaire de libération de la Palestine...

Un porte-parole militaire israélien a confirmé le raid, indiquant que les avions israéliens ont attaqué des bâtiments servant de quartier général à une « organisation terroriste »...

Il s'agit du sixième raid aérien israélien contre des positions palestiniennes au Liban depuis le début de l'année et le troisième sur la montagne druze du Chouf...

La tension dans le Golfe

Washington étend à tout navire marchand la protection de l'US Navy

Le gouvernement américain a décidé d'étendre sa politique d'immersion dans le Golfe en autorisant l'US Navy à protéger tout navire marchand attaqué dans les eaux internationales...

Cette nouvelle politique, selon des responsables gouvernementaux qui ont demandé à conserver l'anonymat, est destinée à prendre les Iraniens par surprise...

Notre but n'est pas d'entrer en guerre avec l'Iran. Notre but est d'assurer la sécurité du trafic maritime opérant à partir de ports neutres...

Selon les termes de cette nouvelle décision, cependant, seuls les navires disposant du pavillon américain bénéficieront de la protection...

Dans certains cas, qui n'ont pas été précisés, la protection pourrait également s'étendre aux plates-formes pétrolières exploitées par des compagnies occidentales.

M. Chevardnadze décline l'invitation de M. Shamir à se rendre à Jérusalem

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a déclaré, le vendredi 22 avril, qu'il n'envisageait pas actuellement de répondre positivement à l'invitation du président du conseil israélien, M. Yitzhak Shamir, à se rendre en visite en Israël.

« Les conditions d'une telle visite ne sont pas encore réunies », a déclaré M. Chevardnadze lors de la conférence de presse donnée à l'issue de deux jours de discussions avec le secrétaire américain, M. George Shultz.

Le 15 avril, un porte-parole israélien avait déclaré à la presse à Tel-Aviv que M. Shamir inviterait M. Chevardnadze s'il était sûr que le chef de la diplomatie soviétique acceptait cette invitation.

M. Chevardnadze n'a pas précisé quelles étaient les conditions qu'il posait pour accepter une telle invitation.

ONU : le débat sur le meurtre d'Abou Jihad

Les Occidentaux refusent de condamner l'Etat hébreu sans preuves

NEW-YORK de notre correspondant

Le Conseil de sécurité des Nations unies étudie, depuis le jeudi 21 avril, la plainte déposée par la Tunisie contre Israël à propos de l'assassinat d'Abou Jihad, le 16 avril, en Tunisie.

Cependant, c'est un grand jeu de la dissimulation que se livrent les principaux membres occidentaux du Conseil de sécurité. Le représentant de la Grande-Bretagne a affirmé que son gouvernement ne connaissait pas les identités des assassins...

Le point de vue occidental se résume ainsi : afin de pouvoir accuser un gouvernement d'avoir commis

un crime, il faut que le Conseil de sécurité dispose de preuves irréfutables. Or, des articles de journaux ne constituent pas une preuve juridique...

Le projet de résolution élaboré par la Tunisie tient compte des réticences des Occidentaux. Le texte mentionne la plainte déposée par la Tunisie contre Israël, mais ne condamne pas le gouvernement de Jérusalem directement...

CHARLES LESCAUT.

Différend américano-helvétique sur l'accréditation d'un ambassadeur d'Iran à Berne

Un différend diplomatique a éclaté entre les Etats-Unis et la Suisse à propos de l'accréditation dans ce dernier pays d'un ambassadeur d'Iran considéré par Washington comme l'un des principaux responsables de la prise d'otages, en novembre 1979, des diplomates américains en poste à Téhéran.

« Nous estimons totalement inapproprié que l'un des chefs des preneurs d'otages de Téhéran, qui a mélangé l'insécurité diplomatique, soit lui-même accrédité comme ambassadeur », a fait savoir Washington. Berne n'a, pour sa part, pas montré le moindre embarras devant les multiples démarches américaines...

présenté ses lettres de créances le 22 mars. Si le ministre helvétique des affaires étrangères a indiqué qu'une enquête préalable avait montré que rien ne s'opposait à l'accréditation de M. Malek, le ministre public n'a pas caché avoir, quant à lui, des réserves dès l'été 1987 au sujet du futur ambassadeur d'Iran.

En 1986, la Grande-Bretagne avait refusé d'accréditer M. Malek comme ambassadeur à Londres. Un responsable du département d'Etat ayant requis l'anonymat, a précisé que le Canada avait fait de même, et que la candidature du diplomate iranien au poste d'ambassadeur au Japon avait été retirée devant l'absence de réponse japonaise...

La visite de M. Shultz à Moscou et le prochain sommet Reagan-Gorbatchev. A défaut de traité, un « document » pourrait être adopté sur les armements stratégiques

Comme on s'y attendait, les entretiens que le secrétaire d'Etat américain a eus à Moscou, les 21 et 22 avril, avec les dirigeants soviétiques ne permettent pas de miser sur la conclusion d'un accord de réduction des armements nucléaires stratégiques avant le prochain sommet Reagan-Gorbatchev...

« Le type de clé nécessaire est devenu évident », a-t-il dit. M. Chevardnadze a certes convenu qu'il ne s'attendait pas que le traité sur les armes stratégiques soit prêt avant le sommet Reagan-Gorbatchev...

La déclaration souligne la détermination des deux pays « à consentir des efforts intensifs pour mettre au point un traité sur la réduction et la limitation des armes stratégiques offensives (...) le plus tôt possible »...

Dans sa conférence de presse, M. Shultz a souligné que sa visite à Moscou n'avait pas donné « beaucoup de résultats », en particulier sur la question des missiles de croisière embarqués à bord de bâtiments de guerre...

« Les deux hommes ont convenu de se revoir encore une fois avant le sommet de Moscou, dans le courant du mois de mai, mais sans préciser la date ni le lieu de cette nouvelle rencontre préparatoire. »

En ce qui concerne les autres sujets abordés lors des entretiens de Moscou, M. Shultz a salué l'accord de Genève sur l'Afghanistan, tout en soulignant qu'il y avait de « nombreux problèmes en perspective »...

NICARAGUA : le dialogue entre la guérilla et le gouvernement

Les « bons contrats » et les « mauvais »

Alors que les discussions entre le Contra et le gouvernement sandiniste doivent reprendre le 28 avril à Managua, les autorités nicaraguayennes cherchent à mettre à profit la malaise perceptible entre les différentes tendances des rebelles...

nous devons faire attention à ce que nous disons à leur sujet, car cela pourrait mettre leur vie en danger.

MANAGUA de notre correspondant en Amérique centrale

« C'est ainsi que, curieusement, le bête noir des sandinistes, M. Adolfo Calero, est désormais considéré - en privé - comme un « homme raisonnable »...

Tous les chefs militaires de la guérilla antisandiniste auraient quitté les montagnes du Nicaragua au cours des derniers jours pour participer à une réunion d'urgence au Honduras...

Sur le plan du vocabulaire, les progrès sont évidents : il y a quelques mois à peine, les « contrats » étaient régulièrement qualifiés de « détes sanguinaires »...

« Nous avons eu un très bon contact personnel et de très longues discussions avec certains dirigeants, affirmant de leur côté des négociations sandinistes. Nous les avons trouvés bien plus raisonnables que nous le croyions. Cette attitude risque d'ailleurs de leur coûter cher, et »

BERTRAND DE LA GRANGE.

COLOMBIE

Assassinats et séquestrations

Bogotá. - Deux dirigeants de l'Union patriotique ont été assassinés le 22 avril, et deux députés étaient séquestrés par des guérilleros, puis relâchés dans la soirée...

« Le nombre de violations des droits de l'homme commises en Colombie, écrit-elle et le fait qu'on les tolère, ou qu'on ferme les yeux dessus au sein des forces armées, oblige à conclure qu'il s'agit d'un programme délibéré d'assassinats politiques. »

Amnesty International a consacré un rapport aux quelque mille assassinats politi-

ques commis en 1987 dans ce pays.

miste sur les droits de l'homme, en indiquant qu'il y avait eu des progrès et que les discussions avaient été « très larges ».

Pas besoin de sermons

Recevant le secrétaire d'Etat américain, M. Gorbatchev a réagi vivement vendredi au dernier discours de M. Ronald Reagan, dans lequel le président américain déclarait qu'une Union soviétique qui « tente toujours d'imposer sa volonté à d'autres pays, opprime son propre peuple, viole les droits de l'homme ne peut avoir des relations normales avec les Etats-Unis »...

M. Gorbatchev a cependant associé ce comportement à la campagne électorale en cours aux Etats-Unis et à « de vieux attachements idéologiques »...

Hanoi estime que l'accord sur l'Afghanistan ne peut pas servir de modèle pour régler le conflit cambodgien

L'accord sur le retrait soviétique d'Afghanistan, conclu le 14 avril à Genève, ne peut pas servir de modèle pour un règlement du conflit cambodgien en raison de la menace d'un retour des Khmers rouges au pouvoir, a affirmé, jeudi 21 avril à Hanoi, un porte-parole du ministère vietnamien des affaires étrangères.

Le porte-parole a également réitéré toute rencontre avec le prince Sihanouk tant que les différents factions khmères ne seront pas parvenues à un accord entre elles. Le prince Sihanouk, actuellement à Pyongyang, a récemment renouvelé son offre de dialogue direct avec les dirigeants vietnamiens...

Les deux diplomates, l'Américain et le Soviétique, en charge du dossier, vont cependant procéder à de nouveaux échanges de vues, lundi et mardi à Paris, dans le cadre de la préparation du sommet Reagan-Gorbatchev...

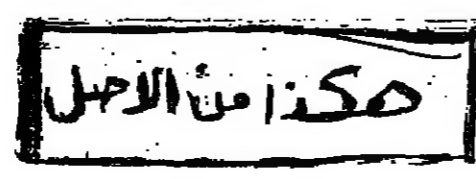
Visite en Europe du premier ministre japonais

Le premier ministre japonais quittera Tokyo le 29 avril pour une tournée européenne qui le mènera en Italie, en Grande-Bretagne et en RFA. M. Takeshita se rendra d'abord, du 30 avril au 2 mai, à Rome où il sera reçu par le pape Jean-Paul II et par le président Cossiga...

M. Takeshita ne se rendra pas en France en raison de la campagne électorale. Mais il espère « très vivement » venir à Paris avant le prochain sommet des sept pays industrialisés de Toronto, du 19 au 21 juin...

Au même moment, le ministre japonais des affaires étrangères se rendra en Chine, à Hongkong, en Indonésie et à Singapour. M. Sogaie Uno sera à Pékin du 1^{er} au 5 mai, où il sera notamment chargé de préparer la visite de M. Takeshita, en août prochain.

Le Monde sur minitel PRÉPAREZ VOTRE VEILLÉE PRÉSIDENTIELLE 36.15 TAPEZ LEMONDE



Vertical advertisement on the left side of the page, partially obscured by the newspaper's gutter and bleed-through from the reverse side. It includes the word 'MARDI 26' and 'ONNEL 9'.

روزنامه اطلاعات

Europe

URSS

La comédie du pouvoir au Kremlin

(Suite de la première page.)

Ce mini-congrès est convoqué pour débattre de la « démocratisation » du parti et de la vie politique. M. Ligatchev étant l'espoir des conservateurs, la nouvelle était capitale et, bien qu'étrangère, méritait d'autant plus de vérification que deux autres grands quotidiens occidentaux s'en étaient déjà fait l'écho.

La peine de mort et les réhabilitations

Pour le président de la Cour suprême, la peine de mort devrait être conservée « pendant un certain temps » pour les « crimes graves » des femmes et les auteurs de crimes économiques. Le haut magistrat se décrit lui-même comme un adversaire de la peine capitale, mais affirme avoir reçu « une caisse d'ordre » de lettres l'accusant de libéralisme excessif après une émission à la télévision soviétique où il avait exprimé son point de vue il y a un an. « Après ça, on ne m'a plus invité à la télévision pendant six mois », remarque-t-il.

M. Terbilov a, par ailleurs, reproché à la presse occidentale d'avoir à tort affirmé que des archives des victimes de la répression stalinienne avaient été brûlées — une accusation pourtant accréditée par certains archivistiques soviétiques. « Pas un seul document de la Cour suprême n'a été brûlé », a-t-il assuré, mais la rumeur a pris une telle ampleur qu'il en est arrivé à « interdire à ses employés de fumer ». D'ailleurs, sans dossier, aurait-il fait procéder depuis trois ans à quelques quatre cent cinquante réhabilitations pénales, dont celle de Boukharine ?

La restauration du concept léniniste

« Je vous dirai qu'il n'en a gagné aucune non plus », Nouveau silence, et il ajoute en s'éloignant : « Ce n'est pas pour rien que nous avons ouvert une exposition Dallo : nous sommes devenus surréalistes... »

La comédie du pouvoir au Kremlin

de numéro deux et héros du jour, M. Ligatchev, dont le lourd visage est totalement fermé. Comme d'habitude, le secrétaire général se tient très droit, avant-bras reposant, paumes ouvertes, sur le tapis vert de la tribune. Le chef de l'Etat, M. Gromyko, semble aussi crispé que M. Ligatchev. M. Zaitkov donne la parole à M. Razoumovski, cinquante-deux ans, membre suppléant du bureau politique, secrétaire du comité central chargé des cadres, et son discours, truffé d'attaques contre les conservateurs, est une ode à la « perestroïka », à la « glasnost » et à la démocratisation. « La reconstruction, dit-il d'emblée, nous a rapprochés du léninisme, car « plus de socialisme », cela signifie aujourd'hui plus de léninisme — c'est-à-dire la restauration du concept léniniste du socialisme, avec ses idées [...] de diversité des formes de la vie économique, sociale et culturelle [...] ». A peu près à ce moment-là, M. Ligatchev se penche vers M. Gorbatchev, qui incline légèrement la tête, et une conversation s'engage, ostentatoire. Sous les caméras de télévision, qui retrançent un direct, l'empereur et le grand duc montrent à la cour et au peuple qu'ils se parlent toujours et que le temps des éliminations n'est pas encore venu. Ouverte, brutale et certainement haineuse, la guerre entre conservateurs et modernistes est affaire de longue haleine. Commentaire d'un célèbre journaliste soviétique, partisan déclaré de M. Gorbatchev : « Vouloir éliminer Ligatchev, ce serait croire qu'il ne représente que lui-même. Il représente au contraire tout un courant, puissant, avec lequel il faudra compter très longtemps, et tant que ce courant peut s'exprimer à la direction, cela nous empêche d'oublier les réalités et les contraintes nos adversaires à une certaine discipline... »

A TRAVERS LE MONDE

Cameroun

Elections générales et crise économique

Plus de quatre millions de Camerounais sont appelés aux urnes le dimanche 24 avril pour des élections présidentielle et législatives dans le cadre du parti unique, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC). Successeur de M. Ahidjo en 1982, confirmé dans sa fonction lors de l'élection présidentielle de janvier 1984, avec 99,98 % des voix, M. Paul Biya a décidé d'anticiper de huit mois le terme de son quinquennat pour faire concorder sa réélection avec le renouvellement de l'Assemblée nationale. Deux listes, présentées l'une et l'autre par le parti unique, briguent les suffrages des électeurs dans la majorité des circonscriptions. A défaut de choisir entre deux politiques, les Camerounais ont, en principe, le choix entre des hommes. Le débat est essentiellement porté sur les « meilleurs moyens » à mettre

en œuvre pour permettre au président sortant de réaliser sa politique économique. La baisse des prix des matières premières agricoles et du pétrole a provoqué une chute importante des revenus du Cameroun. La crise économique a entraîné le président Biya à envisager un recours aux recettes du FMI et de la Banque mondiale, auquel il s'était refusé pendant longtemps. Afin de bénéficier de crédits importants, Yaoundé paraît sur le point de signer un accord avec le FMI et serait réajusté à un plan d'ajustement structurel mis au point par la Banque mondiale.

Tchad

Des prisonniers libyens se rallient à un mouvement d'opposition au colonel Kadhafi

Capturés par les forces tchadiennes à Ouadi-Doum lors de l'offensive du printemps 1987, le commandant libyen de cette garnison, le colonel Khalifa Belcaçem Hafitar, et quinze autres officiers, dont deux colonels, se sont ralliés au Front national du salut de la Libye (FNSL), mouvement d'opposition au colonel Kadhafi dont l'état-major se trouve actuellement en Egypte. Le colonel Khalifa Belcaçem Hafitar et ses compagnons ont annoncé leur décision lors d'une conférence de presse organisée à N'Djamena le 5 et 6 avril. Pendant longtemps, disent les Tchadiens, le colonel Kadhafi a été conquis par l'évidence de la capture de ses soldats par l'armée du président Hissène Habré. Après la prise de Ouadi-Doum, assurent-ils, Tripoli a envoyé à N'Djamena des émissaires chargés d'« acheter » les prisonniers contre des sommes importantes. M. Hissène Habré avait évidemment d'autres intentions et, si l'on s'en tient aux déclarations d'hommes qui paraissent en parfaite condition physique et mentale sur le film, il a réussi dans son projet.

EN BREF

● **AFGHANISTAN** : les élections organisées par Kaboul. — Cent vingt-sept personnes ont été tuées et cent quatre-vingt-trois autres blessées lors de tirs contre des bureaux de vote et des quartiers résidentiels opérés par des moudjahid pendant les élections législatives organisées, du 5 au 15 avril, par le régime de Kaboul, à indiqué le président Najibullah, cité le vendredi 22 avril par l'agence Tass. M. Najibullah a également indiqué que les « extrémistes » avaient abattu deux avions pendant la période électorale. Un million et demi de personnes ont voté et « un grand nombre de représentants de l'opposition ont participé aux élections dans vingt des trente provinces » du pays. Cent quatre-vingt-quatre députés ont été élus à la Wolosi Jirgah (Chambre basse) et cent quinze députés au Sénat, a-t-il précisé. — (AFP.)

● **CHINE** : le Tibet « provisoirement » fermé. — Le Tibet restera « provisoirement » fermé aux touristes individuels tant que l'ordre n'y sera pas revenu de façon durable, a annoncé, le samedi 23 avril, un vice-ministre des affaires des nationalités (minorités ethniques), M. Zhao Yan-nian, il a justifié cette décision, prise « à court-circuit », par le fait que des étrangers, posant sur touristes, avaient pris part à des activités séparatistes lors des émeutes d'octobre et de mars derniers. Cette interdiction, qui réserve l'accès du « toit du monde » aux seuls voyages organisés, sera levée une fois la région « stabilisée ». — (Corresp.)

● **PHILIPPINES** : combat dans le Sud. — Quatorze insurgés communistes, deux soldats et un civil ont été tués lors d'un assaut lancé par l'armée contre un groupe de rebelles détenant des otages dans le sud de l'archipel, a-t-on annoncé le vendredi 22 avril, de sources militaires. L'armée, soutenue par des hélicoptères de combat, est parvenue à libérer huit gardes de sécurité retenus en otages au cours d'un engagement, la veille, dans les montagnes de la province d'Agusan del Sur. — (Reuters.)

● **POLOGNE** : revendications dans les aciéries. — Quelques cinq mille métalurgistes des aciéries de Stalowa-Wola, dans le centre de la Pologne, se sont rassemblés, le jeudi 21 avril, pour réclamer des augmentations de salaires et ont menacé de signer un mot d'ordre de grève, selon les milieux de l'opposition à Varsovie.

Vietnam

La disette sévit dans plusieurs régions

Hanoi a lancé un appel à une aide internationale en raison de la disette qui sévit dans plusieurs régions à la suite des mauvaises récoltes de 1987. Le déficit alimentaire est estimé à 1,5 million de tonnes de céréales, la production de pacifique non décontaminé s'étant élevée à 17,6 millions de tonnes en 1986, contre 18,5 millions de tonnes l'année précédente et 18,2 millions de tonnes en 1985, selon les statistiques officielles. Dans un discours prononcé le 14 avril devant des représentants d'agences de l'ONU et d'organisations caritatives non gouvernementales, M. Chu Manh, vice-ministre vietnamien de l'Agriculture, a notamment déclaré que « des conditions de quasi-famine » existent « dans de nombreuses régions du pays, particulièrement dans les provinces du Nord ». Dans ce discours, tenu seulement le vendredi 22 avril, il estime que le Vietnam, peuplé d'environ 65 millions d'habitants, a besoin d'importer 400 000 tonnes d'ananas et 3 200 tonnes d'insecticides pour assurer les récoltes de 1988, qui s'annoncent déjà médiocres, notamment celles de riz (base de l'alimentation), qui souffre de la sécheresse et des insectes. — (Reuters.)

TURQUIE

Rien ne va plus entre la presse et le premier ministre

La guerre est ouverte entre le premier ministre, M. Turgut Ozal, et l'ensemble de la presse écrite turque. L'augmentation du prix du papier vient de porter le coût mensuel d'un quotidien à un dollar et cinquante centimes. Venant après un projet de loi permettant la publication de « nouvelles magazines », cette mesure a été dénoncée dans tous les journaux comme la dernière d'une série de pressions vengeresses exercées contre des journaux accusés collectivement de soutenir la campagne de l'opposition contre le régime.

L'attaque la plus dure est venue du propriétaire du plus important quotidien, Hurriyet, sous forme d'une lettre ouverte au premier ministre attribuant la « persécution » de M. Ozal aux « dommages matériels et humains » subis l'an dernier, à réitérer les « revendications de la presse », et qu'il « a le droit de le faire », avant de la séparation des trois autres, que le premier ministre est accusé de vouloir réduire en ses personnes.

Vieillesse exaspérée par les attaques personnelles dont, avec sa famille, il est souvent l'objet, M. Ozal a dénoncé la « déshonneur » des patrons de presse, accusés de s'accrocher à la subvention déguisée que constitue le maintien du prix du papier en dessous des cours mondiaux. Jouissant d'une réelle liberté de critique et ne recourant pas devant le sensationnalisme pour dénoncer les malversations de certains patrons du pouvoir, la presse turque a subi le coup des articles du code pénal, qui répriment, outre l'« obscénité », la « propagande communiste » ou « antisociale » et l'« effaiblissement des sentiments nationaux ». En 1987, trois cent quarante éditeurs ont été poursuivis et onze députés ont été portés devant les tribunaux d'Istanbul.

Afrique

AFRIQUE DU SUD

Vives réactions de l'extrême droite au projet gouvernemental de réformes

L'opposition d'extrême-droite a condamné sans ménagement et sans nuance le nouveau projet de réforme constitutionnelle présenté, le jeudi 21 avril, au Cap, par le président Pieter Botha. (Le Monde du 23 avril), alors que la plupart des leaders noirs s'abstiennent, vendredi, de tout commentaire, en demandant un pouvoir plus de clarté et de franchise quant à ses intentions. La réaction la plus catégorique est venue, comme on s'y attendait, du Parti conservateur (CP, opposition officielle d'extrême droite). Son chef, Andries P. Treurnicht, a catégoriquement rejeté le projet, et voyant une nouvelle étape sur la « voie médiocre, insupportable », selon lui, à une majorité noire. « La position que nous prenez », a lancé, vendredi, M. Treurnicht au président Botha lors d'un débat parlementaire. Un député du CP, M. Koes van der Merwe, a, pour sa part, carrément demandé à M. Botha de démissionner, l'accusant d'avoir détruit l'unité des Afrikaners. Le Parti fédéral-progressiste (PF, libéral) a également critiqué M. Botha, mais pour des raisons évidemment opposées. L'un de ses députés, M^{me} Helen Suzman, a estimé le discours « décevant ». Du côté des dirigeants noirs, le fait principal était l'absence de réactions, à l'exception notable de M. Mangosuthu Gataba Buthelezi, leader du mouvement zoulou Inkatha et chef du « gouvernement » du bantoustan du KwaZulu. Dans un communiqué, M. Buthelezi reconnaît que l'offre d'associer des leaders noirs à l'élection du chef de l'Etat constitue « un changement par rapport au passé » et un défi à l'« extrême droite » et qu'un voyage, aussi long soit-il, « commence toujours par un premier pas ». A l'opposé, l'archevêque Desmond Tutu a rejeté, vendredi à Birmingham, le projet de réforme constitutionnelle. Le Prix Nobel de la paix, en visite en Grande-Bretagne dans le cadre d'une tour-

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-la-Place, PARIS-4
Tél. : 43-26-61-09



La campagne pour l'élection présidentielle

Les VUES de Raymond Depardon



MAGNUM

SAMEDI 23 AVRIL, 7 h 30

Canal Saint-Martin, à Paris, A la veille du premier tour, Je croise un panneau officiel Dont les affiches ne sont Ni déchirées

Ni détournées Comme dans le centre de Paris. Celle de Jean-Marie Le Pen. Est affublée d'un graffiti A lundi

Au revoir !

CHACUN dans son style, les ont donc pris congé, à la fin, avant le baiser de rideau...

vent coulis qui jamais ne faiblit ni se dégonfle. On a parfois eu envie de lui chanter : « Antoine, Antoine, Antoine »...

Pierre Bousset, par exemple. On sent confusément qu'on ne le reverra pas de sitôt...

demment. La première ? Diabla ! Y aurait-il si vite pris goût ?

Reverra-t-on jamais Antoine Waechter ? Au prochain coup, on pressent bien que les écoles en choisissent un autre...

Quant aux deux finalistes, ils empiètent consciencieusement leur temps de parole pour, évidemment, ne rien dire...

M. Mitterrand invoque Jaurès et le Front populaire pour mieux faire passer un message d'ouverture

M. Mitterrand a ouvert, le vendredi 22 avril au Bourget, dans la banlieue parisienne, devant plus de huit mille personnes...

Puis, sur le même registre, il a parlé des otages français détenus au Liban et de ce que cela représente « d'isolement, de tendresse déchirée, de vie qui passe, de barbarie insupportable »...

Puis le président-candidat a abordé les sujets suivants : CRÉDITS MILITAIRES : M. Mitterrand a affirmé qu'il n'avait jamais dit que, pour financer l'effort d'éducation qu'il propose...

n'y a pas de budget tabou pour faire de telles économies.

LE BILAN DE LA GAUCHE : M. Mitterrand a défendu vivement le bilan social des années 1981 et 1982 du gouvernement Mauroy...

L'OUVERTURE POLITIQUE : « Nous ne sommes pas détracteurs de la vérité absolue. La vérité est coupée en morceaux. Il faut prendre dans les trésors de chaque famille politique française. Il y a des gens capables, sérieux, hommes dans les rangs qui nous combattent. Nous ne devons pas affirmer que nous nous remplissons tous les contrats de la vertu sans jamais y porter le moindre coup de couteau »...

dit : Radio-France-Outre-mer, c'est Radio-Pinochet. Ce n'était pas poli. Mais c'est assez vrai. Il aurait pu dire aussi bien Radio-Camoussou, s'il avait été assez vrai. Tout est contrôlé. Car c'est loin, la métropole. Alors, on retrouve sa vraie nature.

NOUVEAUX DURS : « Je vous prie de croire que ce sont des nouveaux qui sont durs ; choisis souverainement au nom du libéralisme - par un ministre je suppose, à moins que ce soit le ministre qui ait été choisis par eux ; c'est l'histoire de l'ouvrier et de la poule. En ce qui concerne le ministre, la poule, le nouveau dur ? On appelle ça les deux cents familles en 1936. Ils ne sont pas deux cents. Ils sont beaucoup moins. Il faudrait beaucoup partager, à deux cents. C'est une mauvaise action. Il faudra bien qu'un jour on sache mettre à la raison ceux qui se croient les nouveaux maîtres ».

RADIO-FRANCE-OUTRE-MER : « Quelqu'un a

La droite et la gauche redoutent l'« effet Le Pen »

(Suite de la première page.)

La première se fera par rapport aux résultats antérieurs, et particulièrement à ceux des élections législatives de mars 1986, qui avaient vu, grosso modo, le corps électoral se scinder en trois blocs : la coalition RPR-UDF et divers droite, victorieuse avec près de 45 % des suffrages ; la gauche, d'une force équivalente (43 %) et le groupe du « perturbateur » Le Pen, comme il le dit lui-même, fort de près de 10 %.

La seconde, plus difficile, vise à mettre au jour la mécanique des reports de voix, telle qu'elle apparaît notamment à travers des sondages réalisés à la sortie des urnes.

Ces sondages, précisément, font l'objet d'une troisième évaluation, qui tend même - la campagne l'a bien montré - à prendre le pas sur les résultats antérieurs. La comparaison des résultats du 24 avril avec les sondages d'intentions de vote peut d'ailleurs créer des effets psychologiques imprévus, de nature à influencer le climat et la campagne du second tour, selon la pente que cette comparaison révélera, favorable à l'un ou à l'autre des duellistes.

En fait, les états-majors des deux candidats restent ou l'ont été jusqu'à présent attentifs à quatre sensils qui sont, à dire vrai, autant psychologiques que scientifiques. Du côté de François Mitterrand, un score de 35 % au premier tour serait un signe encourageant, à condition que le total des voix de gauche et écologistes approche 47 %. En deçà de ces deux chiffres, il y aura, pour lui, danger.

Un échec de Jacques Chirac serait un échec de François Mitterrand obligeraient le PS à poser, en même temps et brutalement, tous les problèmes qu'il a soigneusement évacués depuis 1983 (leadership, identité, projet). Il verrait probablement s'affronter deux générations que seul François Mitterrand a réussi à fédérer : celle de la récréation du parti en 1971 et celle de sa rénovation à partir de l'expérience gouvernementale.

Un échec de Raymond Barre serait naturellement celui de l'UDF et faciliterait à la fois la stratégie de Jacques Chirac, qui est de la vassalité en la récupérant morceau par morceau (à commencer par le plus gros, le PR de François Léotard), et celle de François Mitterrand, qui est d'attirer à lui les couristes.

Raymond Barre a incontestablement réussi les derniers jours de sa campagne, et peut-être du même coup sa sortie. Il devrait, en tout cas, éviter ce que ses adversaires lui promettaient, à savoir la chababisation ; Jacques Chaban-Delmas avait été écarté par manque de crédibilité ; celle de M. Barre reste forte malgré ses 17 % d'intentions de vote.

La surprise, en fait, pourrait venir de l'extrême droite. A dire vrai, le haut niveau des intentions de vote en faveur de Jean-Marie Le Pen (11 % selon la SOFRES) n'est plus en lui-même, contrairement aux scrutins précédents, une surprise. Mais sa confirmation serait un événement politique majeur, dont toute la classe politique craint les conséquences. Elle marquerait l'enracinement électoral du vote Le Pen, son extension nationale.

En fait, les états-majors des deux candidats restent ou l'ont été jusqu'à présent attentifs à quatre sensils qui sont, à dire vrai, autant psychologiques que scientifiques.

Un échec de Jacques Chirac, un score de 35 % au premier tour serait un signe encourageant, à condition que le total des voix de gauche et écologistes approche 47 %. En deçà de ces deux chiffres, il y aura, pour lui, danger.

Un échec de Raymond Barre serait un échec de François Mitterrand obligeraient le PS à poser, en même temps et brutalement, tous les problèmes qu'il a soigneusement évacués depuis 1983 (leadership, identité, projet). Il verrait probablement s'affronter deux générations que seul François Mitterrand a réussi à fédérer : celle de la récréation du parti en 1971 et celle de sa rénovation à partir de l'expérience gouvernementale.

Un échec de Raymond Barre serait naturellement celui de l'UDF et faciliterait à la fois la stratégie de Jacques Chirac, qui est de la vassalité en la récupérant morceau par morceau (à commencer par le plus gros, le PR de François Léotard), et celle de François Mitterrand, qui est d'attirer à lui les couristes.

L'échec enfin de Jacques Chirac peut ouvrir la voie à une recomposition de la droite sous l'impulsion et la surchauffe du Front national.

C'est la classe politique elle-même, qui joue le plus gros, à charge pour elle de comprendre qu'il est temps de réduire l'écart entre le discours politique et le pays réel.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Comme le temps passe

M. Mitterrand atteint, dans les meetings, au sommet de son art. Pour qui l'a entendu de 1985 (contre le général de Gaulle) à nos jours, en passant par 1974 (contre M. Giscard d'Estaing) et 1981 (contre le même), cela ne fait aucun doute. Pour parvenir au meilleur de lui-même, il a évolué comme ses musiques d'accompagnement, à moins que ce ne soit l'inverse. On chantait l'Internationale en 1974, l'hymne du peuple socialiste, sept ans plus tard, et l'on chante, en 1988, « Douce France » à l'antienne (Charles Trenet) ou au « beur » (Carte de séjour).

Le vendredi 22 avril, au Bourget, devant plus de trente mille personnes, le président-candidat a offert à son auditoire un spectacle gratuit. Gratuit, parce que son propos ne pouvait guère franchir les portes du meeting. La CNCL, garante en principe de la liberté de communication, interdit aux radios et aux télévisions d'en dire un mot le samedi, veille de premier tour.

Cela faisait penser à ce discours prononcé pour la gloire, dans les mêmes conditions, par M. Mitterrand à Nantes au dernier jour de la campagne de 1981. Attaqué de toutes parts sur son passé pendant l'Occupation, il avait alors raconté, pour la première fois en public, sa Résistance, en sachant très bien que nul ne l'entendrait au-delà de ceux qu'il appelait alors « chers amis », pour beaucoup d'entre vous, chers camarades.

Aux « chers amis » tout court rassemblés au Bourget, M. Mitterrand a fait cadeau, pour la sim-

ple beauté du geste, de gravité et de dignité mêlées. Sur la Nouvelle-Calédonie et les otages français victimes à Beyrouth de la « barbarie », c'était le président de la République qui parlait, dans un silence presque parfait. A propos du face-à-face télévisé qui devrait opposer à M. Chirac, ce « fin-à-bras » du genre « bonjour pour le Foire du Trône » ; contre Radio-France outre-mer, dite « Radio Pinochet » ; contre les nouveaux durs dont on ne sait pas très bien ce qu'ils sont, mais qui ont été choisis souverainement par M. Balladur ou si c'est le ministre d'Etat et qui a été choisi par eux ; surdistorsion de l'ouvrier et de la poule ; la perspective d'une Europe « sans frontières », Eurêka, la paix et le désarmement, tous thèmes qui, il y a sept ans, auraient encouragé les foules militantes à la suite. A Rennes, on l'avait aimé parce qu'il osait prétendre qu'il y a « des bons » et même quelques « excellents » dans le camp d'en face. Trois jours plus tard, sur l'ouverture politique, les affilés se sont tus et la foule lui retourne même, déjà, quelques encouragements.

M. Mitterrand a soulevé et orza ans. Il parla chaque fois pris de deux heures, mais le temps le presse. Il a l'ambition d'imprimer à ses auditoires une évolution au moins aussi rapide que celle de son propre discours. Plus que quinze jours. Comme le temps passe.

JEAN-YVES LHONÉAU.

l'applaudirait en appelant Jaurès à la rescousse, le « carreau des mines », le Front populaire et les acquis sociaux des deux premières années du gouvernement Mauroy. Il a encore crevé le plafond en proclamant : « Je suis socialiste ! » C'était pour mieux faire passer, avec une belle instance, son message d'ouverture pour le second tour et pour l'après-8 mai. L'Europe, la paix, la solidarité, l'égalité, la justice sociale, le refus de l'exclusion et des privilèges : « Si vous voulez cela, alors vous êtes des nôtres. Il ne faudra pas, à partir du 8 mai, laisser échapper cette chance ».

En 1981, M. Mitterrand traînait les enthousiasmes d'un « peuple de gauche » assoiffé d'espérance. En 1988, il fait applaudir des taux d'inflation, la perspective d'une Europe « sans frontières », Eurêka, la paix et le désarmement, tous thèmes qui, il y a sept ans, auraient encouragé les foules militantes à la suite. A Rennes, on l'avait aimé parce qu'il osait prétendre qu'il y a « des bons » et même quelques « excellents » dans le camp d'en face. Trois jours plus tard, sur l'ouverture politique, les affilés se sont tus et la foule lui retourne même, déjà, quelques encouragements.

M. Mitterrand a soulevé et orza ans. Il parla chaque fois pris de deux heures, mais le temps le presse. Il a l'ambition d'imprimer à ses auditoires une évolution au moins aussi rapide que celle de son propre discours. Plus que quinze jours. Comme le temps passe.

JEAN-YVES LHONÉAU.

Le docteur J.-C. HOEFFEL du centre hospitalier régional et universitaire de Nancy nous fait savoir qu'il n'a jamais donné son accord pour figurer sur la liste de soutien de candidature de M. Jacques CHIRAC

Handwritten signature or text at the bottom of the page.

Politique

des trois principaux candidats à l'élection présidentielle mixte contre libéralisme

d'être vendues, mais il faudra « diversifier » les modalités selon les cas.

• La fiscalité des entreprises

Le contrat de stabilisation avec les entreprises porte, bien entendu, d'abord sur la fiscalité. M. Mitterrand propose donc de ne pas changer grand-chose, si ce n'est un renouveau de la taxe professionnelle, mais il reconnaît que cela sera difficile. Plus ambitieux, M. Barre suggère de supprimer à la base actuelle de calcul la valeur ajoutée, et que le plafond de cette taxe soit ramené de 5 à 3 % de la valeur ajoutée par l'entreprise. M. Chirac prévoit de réviser les bases et de modifier l'assiette de cette taxe professionnelle, mais sans indiquer comment. En revanche, il promet « dans les délais les plus brefs » de réduire l'impôt sur les sociétés à 40 %, puis, plus tard, à 33 1/3 %. De même, M. Barre promet, en cinq ou sept ans, de le ramener à 33 %.

L'un et l'autre veulent modifier les droits de succession pour faciliter la transmission des entreprises. Mais le premier ministre-candidat n'en dit pas plus, alors que son challenger de droite prévoit un régime fiscal très libéral pour les donations partages, la possibilité d'étalement de paiements des droits, voire de paiements des droits, voire de paiements anticipés, et surtout, « sous certaines conditions », l'exonération des droits de succession en cas de transmission en ligne directe, tant que le patrimoine demeure dans l'entreprise. De même, comme M. Mitterrand, il propose de rétablir l'exonération de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises qui se créent. De plus, il propose, progressivement, de transférer le financement des allocations familiales des entreprises à l'Etat.

Surtout, M. Barre veut inciter les entreprises à investir. Il leur propose donc un crédit d'impôt couvrant aussi bien les investissements matériels qu'immatériels et de choisir entre une déduction fiscale, une baisse de l'impôt sur les sociétés et une accélération de l'amortissement. M. Mitterrand, qui a un objectif semblable, fait des propositions pré-

tiqument identiques : crédit d'impôt ou baisse de l'IS pour les bénéfices réinvestis.

Même situation pour la recherche, puisque M. Barre envisage une extension et une simplification du crédit d'impôt actuel, et des facilités pour détacher du personnel de la recherche publique dans les entreprises. Là encore M. Chirac annonce une attention particulière pour la recherche industrielle dans l'entreprise sans dire comment. M. Mitterrand s'étend longuement sur sa volonté de « faire de la recherche l'enfant chéri de la République », mais sans donner de détail.

• Les rapports sociaux

L'entreprise est quasi un lieu de rapports sociaux. Tous les trois sont d'accord. Ils souhaitent que la politique contractuelle retrouve une grande vivacité et pensent que les conditions économiques la rendent plus facile au niveau de l'entreprise qu'au niveau national. Mais M. Mitterrand souligne l'importance des « lois Auroux » qui obligent à ce dialogue social, spécifiant que le gouvernement devra inviter les partenaires sociaux à débattre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail; de même, il pense que les partenaires sociaux devraient débattre des modalités qui pourraient remplacer l'autorisation administrative de licenciement maintenant supprimée.

A l'inverse, M. Barre estime que l'Etat n'a pas à imposer « des normes de négociation », mais qu'il doit être un « incitateur » pour convaincre de l'intérêt de négociations dans l'entreprise. Pour permettre celles-ci, il faut donc prévoir des « possibilités accrues de dérogations », en prenant toutefois des précautions pour que soient respectés les intérêts des travailleurs. Il veut aussi, tradition gaulliste, encourager la participation, se disant prêt à accorder des conditions fiscales avantageuses aux salariés achetant des actions de leur entreprise; il pense possible aussi « sous certaines conditions », la présence de salariés dans les conseils d'administration.

La participation c'est aussi, bien sûr, le cheval de bataille de M. Chirac, qui propose même de trouver des mécanismes pour l'introduire dans le secteur public et les administrations. Quant à la gestion du temps de travail, il pense qu'il faut aller « progressivement » vers une annulation du temps de travail et une diversification des horaires et des rémunérations.

• La protection sociale

Sur la Sécurité sociale, une apparence de consensus se fait aussi : le système français est bon, et les Français y sont très attachés; pas question donc d'y toucher. Mais sur les améliorations à y apporter, les divergences sont, là, totales. Pour la maladie, M. Chirac pense qu'il suffit de poursuivre la « responsabilisation » des partenaires ainsi que de restructurer et moderniser les hôpitaux. M. Barre insiste sur la nécessité de conserver la liberté des praticiens et du secteur privé, et fait remarquer que « le coût global de la protection sociale obligatoire ne peut plus croître durablement plus vite que la richesse nationale ». Et pour le financer, dit-il, ni les entreprises ni l'Etat ne peuvent accroître leur part, les particuliers devront donc payer plus pour conserver la même protection sociale.

M. Mitterrand craint que tout ce débat ne serve qu'à permettre aux assurances privées de prendre pied dans ce marché, ce qui entraînerait une « sécurité sociale » à deux vitesses, qu'il récuse. Pour lui, le déficit actuel n'est dû qu'à des erreurs de gestion; pourtant, il souhaite que l'on revienne sur certaines économies qui pénalisent les grands malades et les personnes âgées. Ainsi, il demande que l'on rétablisse la gratuité de tous les soins en cas de longue maladie.

Pour le financement des retraites, M. Mitterrand pense que le problème ne se pose pas dans l'immédiat. M. Barre retient la proposition des « sages » visant à l'instauration d'une contribution proportionnelle sur tous les revenus; il souhaite que la retraite obligatoire soit complétée

par une retraite volontaire fondée sur une épargne à long terme. M. Chirac pense que la solution sera mieux trouvée après l'élection présidentielle, même si d'avance il exclut une diminution des revenus.

• Les impôts des particuliers

Tout cela coûte de l'argent. Et pourtant chacun promet de réduire le déficit budgétaire et de faire baisser les prélèvements obligatoires, même si M. Mitterrand reconnaît que cela sera difficile à cause des promesses de l'actuel gouvernement. Il faudra donc tailler dans le vif des dépenses, ce que promet aussi M. Chirac, qui assure que dans les trois ans à venir le déficit devra diminuer de 15 milliards chaque année, les impôts baissant d'autant. Ainsi il souhaite poursuivre la diminution de la progressivité de l'impôt sur le revenu, qui pénalise les professions libérales et les cadres. M. Barre veut lui aussi réformer le barème de l'impôt sur le revenu, « qui frappe trop lourdement les revenus moyens » : il propose de plafonner la tranche supérieure de celui-ci à 50 % et de fixer un plafond de la part des revenus devant aller aux impôts de toutes sortes.

M. Mitterrand ne partage pas du tout cette manière de voir. Il trouve que le dernier gouvernement a déjà largement assez abaissé les impôts des plus riches. Aussi il demande que l'on ne touche plus à l'impôt sur le revenu. En revanche, alors que les autres candidats veulent revoir pour les simplifier les diverses impositions sur le capital, le président sortant souhaite rétablir l'impôt sur les grandes fortunes que devraient payer les cent mille foyers fiscaux qui possèdent un patrimoine supérieur à 4 millions de francs; cela servirait à financer le revenu minimum qu'il propose par ailleurs.

• L'aide aux nouveaux pauvres

Car tous les candidats ont été frappés par le drame de ceux que l'on appelle les « nouveaux pauvres ». Mais, là aussi, les propositions avancées sont quelque peu divergentes. M. Mitterrand propose « un revenu minimum » pour leur

garantir « un moyen de survie ». M. Barre envisage deux allocations : « Un revenu social garanti pour ceux qui sont dans l'incapacité de travailler » et une « aide sociale personnalisée aux victimes de la nouvelle pauvreté ».

M. Chirac pense, lui, que ces deux sont des « solutions de paresse intellectuelle » et « portent atteinte à la dignité des personnes ». Il souhaite donc « une activité garantie » qui permettrait la réinsertion dans la société et l'acquisition des ressources et des droits « indispensables »; pour parvenir à la mettre en œuvre, il faudrait que les associations, les collectivités locales, les entreprises et les échelons locaux de l'Etat joignent leurs efforts.

• Les familles

Les familles sont aussi l'objet de soins attentifs de nos trois candidats, qui souhaitent ainsi améliorer la démographie. M. Mitterrand ne dit pas comment. M. Chirac veut une grande politique de la famille, car « c'est un facteur de cohésion sociale et d'unité ». Pour cela il faut faciliter le changement de logement à l'arrivée du troisième enfant, diversifier et accroître les modes de garde des enfants, et dans les sept ans à venir : prolonger jusqu'à vingt ans le droit aux allocations familiales, augmenter la durée du congé de maternité, et surtout, pour permettre à la femme de choisir entre une activité professionnelle et la garde de ses enfants, transformer l'allocation parentale d'éducation en un véritable revenu parental d'éducation. M. Barre, qui insiste sur les familles de trois enfants et plus (que les allocations familiales doivent favoriser), est à peine moins ambitieux : il propose que les familles choisissent entre le doublement de l'allocation parentale existante ou son versement au taux actuel pendant six ans au lieu de trois.

• L'immigration, et l'identité nationale

Symptomatiquement, seul M. Chirac parle dans son projet de la « sécurité », et de la justice « qui ne doit pas être un sujet de querelle politique », mais qui doit voir ses

moyens matériels accrus. En revanche, la situation des immigrés est longuement abordée. Ainsi M. Chirac se plaint d'une utilisation « abusive du droit d'asile ». M. Barre, qui souligne qu'ils ont « contribué à la croissance et à la prospérité de la France » et que « tout le poids de la crise ne doit pas retomber sur eux », a une autre approche du dossier, qui est « fondamentale » mais qui doit être « traitée avec délicatesse » en se conformant aux exigences de l'intérêt national et en s'inscrivant « dans la tradition de liberté et d'humanisme ».

Aussi M. Chirac maintient son projet de réformer le code de la nationalité en prenant appui sur les travaux de la commission des sages et en soumettant un texte au référendum. M. Barre envisage une révision des conditions d'accès à la nationalité française, mais sans dire dans quel sens, sinon en souhaitant « un acte solennel ». M. Mitterrand, en revanche, trouve cette réforme inutile; il souhaite même que soit rendues moins « humiliantes » les procédures de naturalisation. Et clairement il dit « ne pas comprendre » le regain de racisme. Ses deux concurrents refusent, en tout cas, son souhait personnel d'accorder le droit de vote aux immigrés dans les élections locales.

Mais quand M. Barre souhaite une politique déterminée d'insertion, M. Chirac explique que l'intégration, si elle est possible, ne peut laisser place qu'à une « tolérance » à l'égard de certaines différences culturelles. Aussi il insiste longuement sur l'« identité de la France », l'éducation devant servir à remettre « à l'honneur » certaines « valeurs », et la politique culturelle devant être à « dimension nationale » pour que la tradition française « ne disparaisse pas au profit de la pseudo-culture universelle que véhiculent certains médias ». La culture est donc pour lui « la condition du maintien de la cohésion nationale ». Comme le dit M. Mitterrand à la fin de sa Lettre : « Tout est culture ».

THIERRY BRÉHER.

Mr. Financement

La Supercinquin

312 F

12 mois la 1^{ère} année.

ça m'intéresse

C'est une L.O.A sur 60 mois. Moyennant un versement initial de 17.800 F (dont 11.125 F de 1^{er} loyer majoré et 6.675 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale) et 11 loyers de 312 F, ensuite 12 loyers de 512 F, enfin 36 loyers de 841 F. Coût total en cas d'acquisition 57.652 F. Offre valable jusqu'au 31/05/88 sur toute la gamme V.P. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC SA au capital de F. 321.490.700. 27-33 quai Le Gallo 92512 Boulogne Cedex RCS Nanterre B 702 002.221. RENAULT SUPERCINQ FIVE Prix T.T.C. : 44.500 F au 08/02/88. Mr. Financement chez votre concessionnaire ou au

NUMÉRO VERT 05.25.25.25

RENAULT DES VOITURES A VIVRE

مركز التمويل

هكذا من الاجل

LA BOURSE AUX STAGES 88











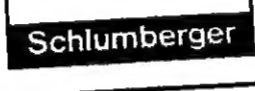

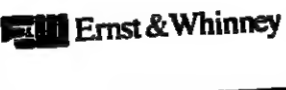











DU MONDE CAMPUS

BULLETIN DE PARTICIPATION

INDIQUEZ EN FACE DE CHAQUE LOGO D'ENTREPRISE LE NUMÉRO DE L’AFFIRMATION QUI LUI CORRESPOND. RÉDIGEZ VOS MOTIVATIONS. REMPLISSEZ COMPLÈTEMENT VOTRE CURRICULUM VITAE, QUI SERVIRA À LA SÉLECTION DES CANDIDATS. (En application de la loi du 6-1-1978, vous bénéficierez d'un droit d'accès et de rectification en écrivant à l'adresse ci-dessous).

IMPORTANT : N'OUBLIEZ PAS DE JOINDRE À VOTRE BULLETIN DE PARTICIPATION UN CERTIFICAT DE SCOLARITÉ DÉLIVRÉ PAR VOTRE ÉCOLE OU VOTRE UNIVERSITÉ ATTESTANT VOTRE NIVEAU D'ÉTUDES ACTUELLES (BAC + 3 MINIMUM).

RENOVEZ LE TOUT AVANT LE 30 AVRIL 1988 MINUIT (le cachet de la poste faisant foi) à :
BOURSE AUX STAGES DU MONDE CAMPUS — BP N° 4 — 93260 LES LILAS

 BANQUE POPULAIRE	 MERLIN GERIN	 RHÔNE-POULENC	 SOPAD Nestlé
affirmation n° [] []	affirmation n° [] []	affirmation n° [] []	affirmation n° [] []
 CREDIT AGRICOLE	 NOVAD MUST	 SAT	 Valeo
affirmation n° [] []	affirmation n° [] []	affirmation n° [] []	affirmation n° [] []
 Crédit Mutuel	 NIXDORF COMPUTER	 Schlumberger	 TEXAS INSTRUMENTS
affirmation n° [] []	affirmation n° [] []	affirmation n° [] []	affirmation n° [] []
 Ernst & Whinney	 GUILLE	 SKF	 YVES ROCHER
affirmation n° [] []	affirmation n° [] []	affirmation n° [] []	affirmation n° [] []
 FOUGEROLLE	 mitsubishi	 SOMMER ELBERT	 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
affirmation n° [] []	affirmation n° [] []	affirmation n° [] []	affirmation n° [] []
 HEWLETT PACKARD	 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	 SESN

VOS MOTIVATIONS : « Qu'est-ce qu'un stage à l'étranger peut vous apporter pour l'avenir ? »

Vous devez répondre obligatoirement à cette question, en 10 lignes maximum.

VOTRE CURRICULUM VITAE

NOM : _____ SEXE : _____
 PRÉNOM : _____
 DATE DE NAISSANCE : _____
 ADRESSE : _____
 CODE POSTAL : _____
 LOCALITÉ : _____
 N° DE TÉL. : _____
 NATIONALITÉ : _____

FORMATION		
ANNÉE	ÉTABLISSEMENT	DIPLOME OBTENU

ÉTUDES EN COURS

LANGUES	LU	PARLÉ	ÉCRIT	COURANT
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

SÉJOURS À L'ÉTRANGER

ORIENTATION PROFESSIONNELLE SOUHAITÉE

STAGES JUNIORS ENTREPRISES ET EXPÉRIENCES PARASCOLAIRES			
DATES	SOCIÉTÉ	FONCTION	RÉALISATION

DANS QUEL SECTEUR SOUHAITEZ-VOUS EFFECTUER VOTRE STAGE ?

Marketing/Commercial Technique/Ingénieur recherche

Administratif/Juridique/Financier Informatique

DATES DE STAGE SOUHAITÉES

صكزا من الالعمل

Culture

ROCK

Michael Jackson en concert
L'homme qui voulait être un enfant

Il est à la fois le chanteur de sa génération, Peter Pan, et le champion toutes catégories du show-biz.



Dans sa loge du Rosemont Horizon à Chicago, juste avant le show qu'il va attaquer à l'heure annoncée devant seize mille personnes.

Michael Jackson célèbre cette année son trentième anniversaire et ses vingt-cinq ans de carrière.

En le voyant apparaître sur scène après un générique hollywoodien et entrer aussitôt avec une faulx énergie dans une demeure de sons, de rythmes et de gestes, on reste un instant surpris de la distance en années-lumière entre le chanteur et le petit garçon propre à qui on a serré la main quelques minutes auparavant.

Et puis une machine à swing et à émotion fonctionnent sans bavure, sans accroc, qui fait admirablement son office.

Le bonheur du spectateur est total. De la première à la cent vingt-troisième minutes du concert. A l'évidence, Michael Jackson lui-même est là, outre le studio, dans le sentiment où il se sent vivre.

UNIVERSITÉ DE PARIS-1 PARTIENS-SORBONNE
SÉMINAIRE ART ET COMMUNICATION
ANNIMÉ PAR FRED FOREST
JÜRGEN CLAUS
- Critique d'art.
- Chargé de cours pour le département art et technologie, académie des beaux-arts, Munich.
- Chercheur au MIT Center for advanced visual studies, Cambridge USA.
- Organisation des expositions Kunst und Technologie, Bonn et Art electronic, Linz.
- Auteur de nombreux ouvrages dont « Das elektronische Bauhaus », Éditions Interforum.
LE BAUHAUS ELECTRONIQUE
La technologie de la forme dans la production, le développement, la médiation.
MARDI 26 AVRIL 1988 - 19 à 21 h
AMPHI UFR. ARTS PLASTIQUES ET SCIENCES DE L'ART - 162, rue Saint-Charles, PARIS XV

THÉÂTRE

« Comme tu me veux » de Pirandello à l'Odéon

Andrea Jonasson entre Italie et Allemagne

Une histoire de mémoire fuyante, d'identité incertaine, c'est Pirandello. Les sombres mystères de l'illusion, c'est Giorgio Strehler. Une femme vivante et révoltée, c'est Andrea Jonasson.

Le dernier spectacle de Giorgio Strehler au Piccolo Teatro de Milan, Comme tu me veux, vient à Paris au Théâtre de l'Europe du 23 au 29 avril.

La première partie se passe donc à Berlin dans une ambiance nocturne, survolée. La seconde en Italie, dans une maison trop calme pour être honnête.

A Paris, Michael Jackson donnera deux concerts au Parc des Princes les 27 et 28 juin.

CLAUDE FLÉOCHER. Disques et Compact CBS.

CALENDRIER DANSE

La Conspiration. Comment la danse ne prévaudrait-elle pas comme remède, ou simplement comme diseuse de l'inconscient et de la tragédie ?

Carolyne Carlson. Elle n'a pas encore trouvé le titre de sa nouvelle création, mais on sait déjà qu'elle fantasme sur un ange lumineux rencontré dans un livre de Gustave Doré.

Le bonheur du spectateur est total. De la première à la cent vingt-troisième minutes du concert.

Le bonheur du spectateur est total. De la première à la cent vingt-troisième minutes du concert.

UNIVERSITÉ DE PARIS-1 PARTIENS-SORBONNE
SÉMINAIRE ART ET COMMUNICATION
ANNIMÉ PAR FRED FOREST
JÜRGEN CLAUS
- Critique d'art.
- Chargé de cours pour le département art et technologie, académie des beaux-arts, Munich.
- Chercheur au MIT Center for advanced visual studies, Cambridge USA.
- Organisation des expositions Kunst und Technologie, Bonn et Art electronic, Linz.
- Auteur de nombreux ouvrages dont « Das elektronische Bauhaus », Éditions Interforum.
LE BAUHAUS ELECTRONIQUE
La technologie de la forme dans la production, le développement, la médiation.
MARDI 26 AVRIL 1988 - 19 à 21 h
AMPHI UFR. ARTS PLASTIQUES ET SCIENCES DE L'ART - 162, rue Saint-Charles, PARIS XV

cherche à se reconstruire un passé, à se retrouver dans une image qu'on lui présente et qui répond trop bien aux intérêts de la famille.

Comme toujours, la vision aigüe et désabusée de Strehler avoûte, et aussi l'intelligence, l'éloquence sociale de sa mise en scène, la beauté de ses éclairages.

Le dernier spectacle de Giorgio Strehler au Piccolo Teatro de Milan, Comme tu me veux, vient à Paris au Théâtre de l'Europe du 23 au 29 avril.

CLAUDE FLÉOCHER. Disques et Compact CBS.

LE « SAPERLEAU » ESPAGNOL DE GILDAS BOURDET

Mission translinguistique

A Valence en Espagne, Gildas Bourdet vient de remettre en scène le Saperleau, sa première pièce traduite en espagnol.

Le trio infernal du vaudeville, fléqué d'un quatuor parternaire, le narrateur, enfermé dans une sorte de cage en verre et surtout parlant une drôle de langue faite de mots-valises, d'argot, de citations en tout genre, de fautes de grammaire et autres distorsions.

Le bonheur du spectateur est total. De la première à la cent vingt-troisième minutes du concert.

UNIVERSITÉ DE PARIS-1 PARTIENS-SORBONNE
SÉMINAIRE ART ET COMMUNICATION
ANNIMÉ PAR FRED FOREST
JÜRGEN CLAUS
- Critique d'art.
- Chargé de cours pour le département art et technologie, académie des beaux-arts, Munich.
- Chercheur au MIT Center for advanced visual studies, Cambridge USA.
- Organisation des expositions Kunst und Technologie, Bonn et Art electronic, Linz.
- Auteur de nombreux ouvrages dont « Das elektronische Bauhaus », Éditions Interforum.
LE BAUHAUS ELECTRONIQUE
La technologie de la forme dans la production, le développement, la médiation.
MARDI 26 AVRIL 1988 - 19 à 21 h
AMPHI UFR. ARTS PLASTIQUES ET SCIENCES DE L'ART - 162, rue Saint-Charles, PARIS XV



Andrea Jonasson

schizophémie, surtout quand je travaille Brecht ou Lessing en italien après les avoir si souvent joués en allemand.

Le bonheur du spectateur est total. De la première à la cent vingt-troisième minutes du concert.

Le bonheur du spectateur est total. De la première à la cent vingt-troisième minutes du concert.

Le bonheur du spectateur est total. De la première à la cent vingt-troisième minutes du concert.

COMMUNICATION

M. Ballardur autorise la vente des « Echos » au groupe Pearson

M. Edouard Ballardur a autorisé le groupe britannique Pearson à acheter le groupe de presse économique les Echos.

Cette alliance de légèreté et de diversité est servie par une habileté peu commune et des techniques singulières, dont la moins étrange et la moins commode d'emploi n'est pas celle de la peinture « au sang ».

Le bonheur du spectateur est total. De la première à la cent vingt-troisième minutes du concert.

Le bonheur du spectateur est total. De la première à la cent vingt-troisième minutes du concert.

Le bonheur du spectateur est total. De la première à la cent vingt-troisième minutes du concert.



Jean Zuber

Le bonheur du spectateur est total. De la première à la cent vingt-troisième minutes du concert.

Le bonheur du spectateur est total. De la première à la cent vingt-troisième minutes du concert.

Le bonheur du spectateur est total. De la première à la cent vingt-troisième minutes du concert.

Le bonheur du spectateur est total. De la première à la cent vingt-troisième minutes du concert.

Le bonheur du spectateur est total. De la première à la cent vingt-troisième minutes du concert.

ARTS

Une exposition de Jean Zuber

Mythologies détournées

Religions, littératures et symboliques réunies dans la peinture : Zuber use de toutes les inspirations.

Le bonheur du spectateur est total. De la première à la cent vingt-troisième minutes du concert.

Le bonheur du spectateur est total. De la première à la cent vingt-troisième minutes du concert.

Le bonheur du spectateur est total. De la première à la cent vingt-troisième minutes du concert.

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX
L'INCONVENIENT, Th. nat. de la Colline (43-66-43-60) (sem. 15 h.)
LE JEU DE L'AMOUR ET DU HASARD, Comédie-Française (40-15-00-15), 20 h 30, sem., dim. à 14 h.

Les autres salles
AMANDIÈRES DE PARIS (43-66-43-71). 17 h 30 à 20 h 30.
ANTOINE SIMONE-BERRIAU (42-08-77-11). Les Cailles rouges: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

DEUX ANS (46-06-10-26). Eysses: 21 h, dim. 15 h 30.
DÉBUT THÉÂTRE (42-26-47-47). Le Gardien: 20 h 30, dim. 18 h.
EDGAR (43-20-45-11). Les Balades: Cadix: 20 h 15. Nous on fait ça on nous en de faire: 23 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). L'Herbier ou le Réactionnaire enroulé: 20 h 30, dim. 15 h.
PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Juste-Filix (après Figures et Paraboles): 21 h, dim. 18 h 30.
FORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). Le Temps: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salomé: 18 h, dim. 15 h 30.
Salle L'Étranger: 20 h 30, dim. 15 h.
L'Équipe des jours: 22 h, dim. 17 h.
Salle II. Les Bonnes: 20 h 30, dim. 15 h.

MARAVILLAS (Esp., v.a.): Laiton, (42-78-47-86).
NEIGE SUR BEVERLY HILLS (*) (A., v.a.): George V, (43-62-41-46).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.a.): Le Triomphe, (45-62-45-76).

6 Festival du film arabe du 21 avril au 30 avril 1988
INSTITUT DU MONDE ARABE
Tél.: 46-34-25-25
Films présentés le samedi 23 avril:

Après ALIEN et BLADE RUNNER, le nouveau film de RIDLEY SCOTT. TOM BERENGER. MIMI ROGERS. A New York, elle a vu ce qu'elle n'aurait jamais dû voir.

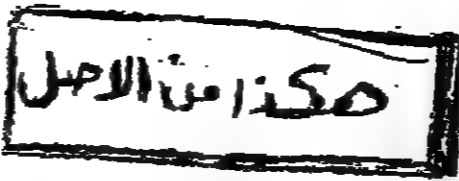
LES FILMS NOUVEAUX
BAGDAD CALÈM. Film américain de Percy Adlon, v.a.: Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 9 (47-42-60-33); 14 Juillet Opéra, 9 (43-25-59-83); La Pagode, 7 (47-05-12-15); Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-04-67); 14 Juillet Bastille, 11 (43-37-90-81); Éclair D19, 17 (47-07-28-04); Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40); Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 19 (45-75-79-79).

MERCREDI MATADOR UN FILM DE PEDRO ALMODOVAR

كسرة من الاجل

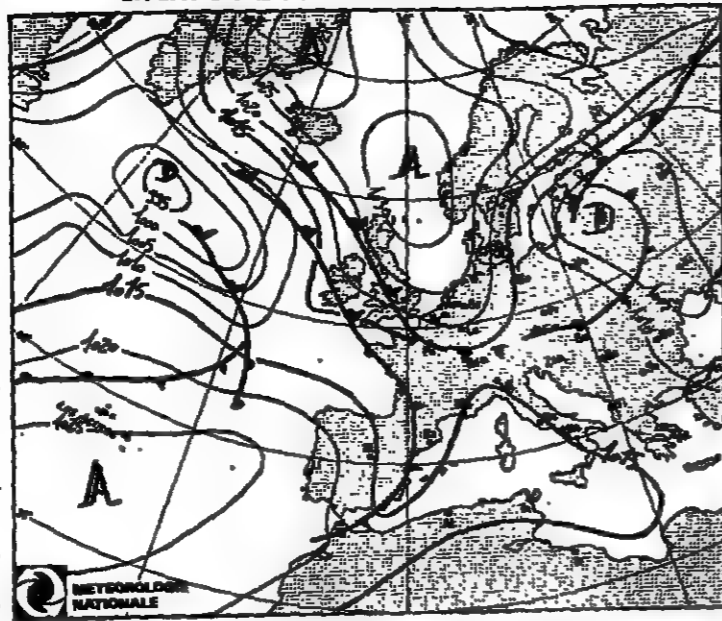
Informations « services »

Le Carnet du Monde

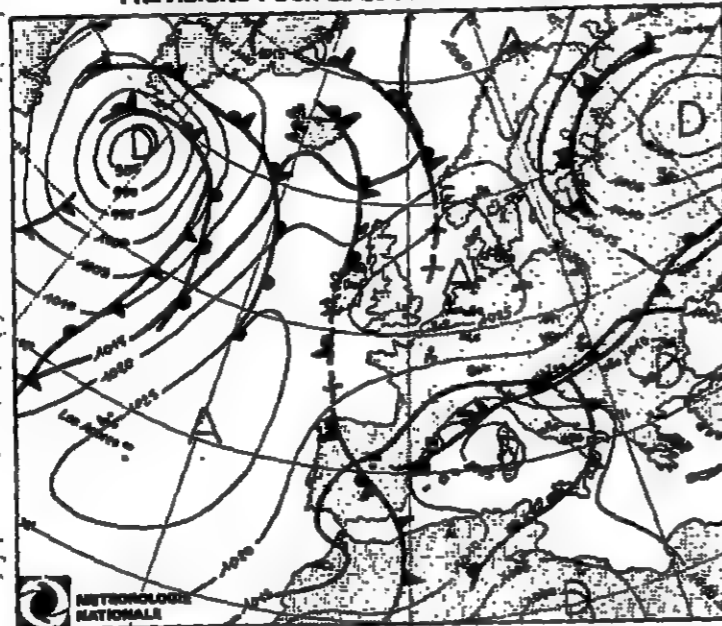


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23 AVRIL 1988 A 0 HEURE TU

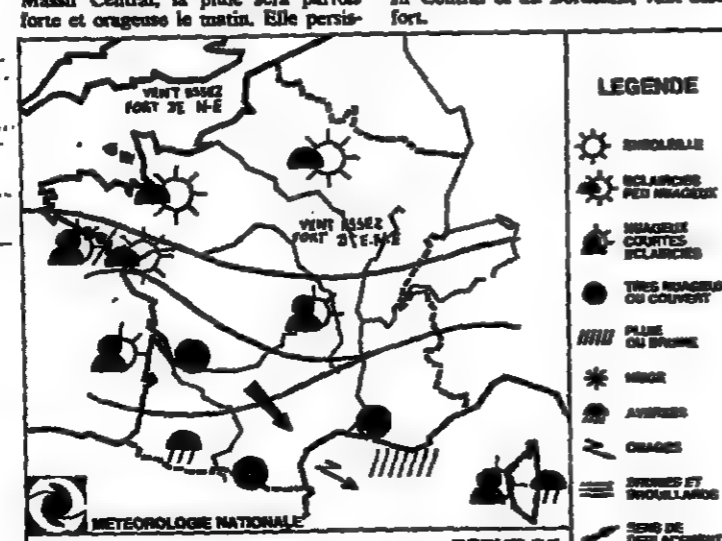


PRÉVISIONS POUR LE 25 AVRIL A 0 HEURE TU



Évolution probable de temps en France entre le samedi 23 avril à 0 heure et le dimanche 24 avril à 24 heures.

La France se trouve sous l'influence conjuguée d'un air froid et sec venu de Scandinavie, apporté par l'anticyclone du nord de l'Europe, et de masses d'air humides et instables (cyclones) venues de l'Atlantique. L'air froid et sec tend à prendre le dessus.



TEMPS PRÉVU LE 24 04 88 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 23-4-1988 et le 24-4-1988 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	LOS ANGELES	PARIS
ALGER	22 10 C	18 10 N	15 10 D
AMSTERDAM	11 3 D	15 10 D	15 10 D
BARCELONE	20 14 P	15 10 D	15 10 D
BELGIQUE	20 6 D	15 10 D	15 10 D
BERLIN	12 1 D	15 10 D	15 10 D
BUDAPESTE	15 1 D	15 10 D	15 10 D
CAEN	20 9 P	15 10 D	15 10 D
CHARENTAINE	20 9 P	15 10 D	15 10 D
CLERMONT-FERRAND	22 8 N	15 10 D	15 10 D
COCINCHINE	25 10 D	15 10 D	15 10 D
GENÈVE	15 2 D	15 10 D	15 10 D
LONDRES	22 10 A	15 10 D	15 10 D
LYON	23 9 C	15 10 D	15 10 D
MARSEILLE	18 10 D	15 10 D	15 10 D
NANTES	23 11 P	15 10 D	15 10 D
NICE	23 12 C	15 10 D	15 10 D
PARIS-MONTAIGNE	23 7 N	15 10 D	15 10 D
PARIS	23 10 P	15 10 D	15 10 D
REIMS	18 13 P	15 10 D	15 10 D
STRASBOURG	22 8 N	15 10 D	15 10 D
TOULOUSE	20 8 D	15 10 D	15 10 D

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4728 HORIZONTALEMENT

I. Peut éclater en sanglots. Donner une bonne correction. II. Certains est macabre. Libre, c'est une façon de faire le ménage. Un ouvrage pas très sérieux. III. Un groupe d'une certaine importance. N'est évidemment pas un impair. IV. Il y en a plein les niches. Partie de rami. Quand elles sont fixes, on déménage. D'un auxiliaire. V. Qui ne figure donc plus. Mearrir. Dans les pommes. VI. Qui n'a donc rien d'humain. Pour Mousset, le temps en est un. VII. Quand on les perd, on est déçu. VIII. Précède le habilage. Peut envier les Anglais. IX. Anquet on ne peut rien reprocher. Bousset se demandait si l'homme en est un. Dans l'atmosphère. X. Totalité pour une masse. Quartier d'Agès. Une grosse tranche. XI. Bonnes dispositions. Diderot parla de celui de Rameau. XII. Bien ouvertes. Ville de Norvège. Un Titan. XIII. Des femmes qui ont intérêt à ne pas oublier leurs clés. En France. XIV. Un peu d'essence. Discrètement. XV. Qui se démaigrit dans pas. Un agrément d'astéroïde. Qui a des raisons de se plaindre.

VERTICALEMENT

1. Qui sont donc arrivés à la fin des temps. 2. Tout, pour l'écologiste. Un peu trop grosse. 3. Qui n'ont rien coûté. Article. Des fêtes à l'étranger. 4. Qui peut mettre dans la gêne. Des spécialistes des expositions. 5. Un roi sur la scène. Symbole chimique. 6. Donnez le jour. A donc double travail. 7. Comme parfois une propriété. Celui qui appuie. La bonne quantité. 8. Au bout du fil. Une moitié d'échine. Moi, pour le psychanalyste. 9. N'est pas très amusant. A qui il manque quelque chose. Seul qui sa couleur. 10. Les hommes du milieu. 11. Bon fils, mauvais époux. N'est pas toujours poli. Article étranger. 12. Fin appréciée par le pédant. Dieu. Qui a donc été trop porté. 13. Sur l'Adour. A fait rougir bien des fronts. Bien ouverte. 14. Proposition. Peut-être invoué. Est restrictif. 15. A été vers pour les pérorés. Peut être noir au marché. Il y a un froid où qu'il s'en va.

Solution du problème n° 4727

HORIZONTALEMENT

I. Faisants. II. Emoi. Afré. III. Ronde. Val. IV. Ru. Soleil. V. Arc. Leste. VI. Jmes. Et. VII. Té. VIII. Loupe. Vne. IX. Es. Rameau. X. Uéé. Anis. XI. Résumés.

VERTICALEMENT

I. Ferrailleux. 2. Assour. Océa. 3. Ion. Essai. La. 4. Nids. Pré. 5. Eole. Ba. 6. An. Lest. Mai. 7. Née. Evnt. 8. Traite. Unie. 9. Sella. SS.

« Paris à l'unanimité » au Salon des indépendants

Le Salon des indépendants, reflet décalé de l'air du temps et le médiateur entre le public, accueille toujours une exposition à thème, histoire de rehausser le niveau de la manifestation. Et de détourner ainsi quelques malheureux visiteurs vers d'autres cimaises.

Cette année, Paris est à l'honneur. Celui des peintres. Le Musée Carnavalet a prêté quelques-unes de ses toiles illustres. Un projet anonyme d'aménagement du pont Neuf datant du XVI^e siècle, l'Incendie de l'Opéra, par Hubert Robert, la Joute des marins sur la Seine, par Nicolas Raguenet, Le Petit Palais de Genève a également été mis à contribution avec Le Bord de la Seine à Boulogne de Lebourg ou le 14 juillet de Steinhilber et des vues post-impressionnistes de Maximilien Luce. La plus belle œuvre exposée ici est sans conteste les Joueurs d'orgue de barbarie de Damier, une superbe petite toile, peu connue, issue de la collection Renard à qui l'on doit également une aquarelle de Toulouse-Lautrec et une petite huile signée Van Gogh. Hélas ! au lieu et à la place de l'exposition remonte vers notre époque, la qualité des tableaux exposés s'améliorait. Le XX^e siècle est représenté par un médiateur Utrillo, un portrait de Kiki de Montparnasse par Kéling et une scène de bordel par Forjait. Le tout s'achève par Caruso et Bernard Buffet. Histoire, sans doute de faire une liaison avec le reste de l'exposition.

* Paris à l'unanimité - au Salon des indépendants, Grand-Palais jusqu'au 1^{er} mai.

A l'Académie française

MM. Lucien Bodard, soixante-quatre ans, grand reporter, écrivain, et Jean-Marie Rohari, quarante-cinq ans, responsable des pages littéraires du Figaro, écrivain, sont candidats au fauteuil du professeur Jean Deloy, mort le 29 mai 1987. Cette élection aura lieu le 16 juin, en même temps que celle destinée à pourvoir le fauteuil de Georges Dumézil.

Le Football : Coupes du monde 1988. L'Association suisse de football s'est prononcée, vendredi 22 avril à Bern, pour une candidature de la Suisse à l'organisation de la Coupe du monde de football 1988 pour laquelle la France est déjà candidate.

Naissances

M. et M^{me} Roger LECOURT, sont heureux d'annoncer la naissance de leurs cinquième et sixième petits-enfants.

Cécile, chez M. et M^{me} Robert MOREAU, (Blies, décembre 1987), et Guillaume, chez M. et M^{me} Françoise LECOURT, (Châteauneuf, avril 1988).

Décès

M^{me} Christiane Puybasset, Florence et Frédéric, M. et M^{me} Michel Puybasset, Micheline Puybasset, Jean-Paul et Bernard Puybasset, ont la douleur de faire part du décès de Pierre PUYBASSET, lieutenant-colonel de gendarmerie, officier de la Légion d'honneur, survenu le 20 avril 1988, à Fontainebleau.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 25 avril, à 15 h 30, en l'église Saint-Louis de Fontainebleau.

Frère Louis Saint Maxen, M. et M^{me} Didier Saint Maxen, M. et M^{me} Elie Paul Rémy. Et toute la famille, ont le regret d'annoncer que M^{me} Albert SAINT MAXEN, née Gabrielle Rostaing, après une quinzaine le 19 avril 1988, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques ont eu lieu à Paris, dans la plus stricte intimité, 15, rue Jean-Brocard, 75006 Paris.

CARNET DU MONDE

Tout les rubriques : 78 F

Abonné (avec justification) : 68 F

Communications diverses : 68 F

Inscriptions (moins de 10 jours) : 68 F

4 lignes de lignes. Les lignes supplémentaires sont facturées sur la base de deux lignes.

Paris : 43-47-88-03.

SOLIDARITÉ

Une manifestation de Survie 88

Des motards pour l'allumage de l'espoir

Si la Fédération française des motards cotière n'était venue, vendredi 22 avril, vers 21 heures, ranimer la manifestation de l'association Survie 88, place de la Bastille à Paris, celle-ci aurait pris la tournure d'une veillée funèbre, avec ses milliers de luminaires disposés par terre et seulement une centaine de bénévoles pour en raviver la flamme. Survie 88 organisait, de 20 heures à minuit, l'opération « Allumage de l'espoir ». Soutenue par quatre-vingt associations, elle voulait ainsi protester contre la grande pauvreté et souligner, à la veille de l'élection présidentielle, les priorités pour le combat de la misère (le Monde du 21 avril 1988). Elle a surtout été entendue par les motards. Quatre cents entre eux ont répondu à l'appel du président de leur fédération, M. Jean-Marc Maldonado, et, à partir de 22 h 30, ils ont défilé sur leurs beaux jusqu'aux Champs-Élysées. C'est scandaleux qu'on foue des millions en air pour des affiches électorales quand des gens crèvent de faim, a expliqué à sa façon Gaëtan, un motard. Et la pauvreté est insupportable. Il faut y mettre fin.

RAFAËLE RIVAIS. © Survie 88, 25, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Tél. : (1) 43-30-08-62.

SPORTS

BOULE : Jean-Marie Ernèbe est-il un champion ? Le contrat de son championnat du monde des boules (WBA) perdu contre l'Américain Virgil Hill le 3 avril dernier, ayant révélé des traces de morphine dans ses urines, le joueur français Jean-Marie Ernèbe a porté plainte contre X. « Comment voulez-vous que je me sois dopé avec de la morphine, un médicament qui soigne, proteste-t-il, estimant au contraire avoir été drogué avant le combat. Les analyses ont également montré la présence de diphrénylhydramine, un autre produit aux effets sédatifs.

FOOTBALL : Coupes du monde 1988. L'Association suisse de football s'est prononcée, vendredi 22 avril à Bern, pour une candidature de la Suisse à l'organisation de la Coupe du monde de football 1988 pour laquelle la France est déjà candidate.

FOOTBALL : Affaire Cabanas. Le joueur paraguayen du Brest Armorique FC, Roberto Cabanas, a décidé d'assigner en référé la Fédération française de football qui avait refusé d'honorer le contrat du joueur à la suite de son remboursement transféré depuis la Colombie en décembre dernier. Le jugement sera rendu mercredi 27 avril par le tribunal de grande instance de Brest.

HOCKEY SUR GLACE : Mont-Blanc champion de France. Vainqueur de la finale retour, le vendredi 22 avril à Megève, face au HC Briançon par 5 à 4 (après prolongation et penalties), le HC Mont-Blanc, déjà vainqueur au match aller (8 à 1), a conservé son titre de champion de France conquis l'an dernier.

DÉFENSE

La Jordanie a passé commande de vingt avions Mirage-2000

Un contrat portant sur la vente de vingt avions de combat Mirage-2000 à la Jordanie a été signé, vendredi 22 avril, à Paris, entre des représentants du gouvernement jordanien et les dirigeants des sociétés françaises qui construisent cet appareil. La Jordanie devient ainsi officiellement, le septième pays client du Mirage-2000, après la France, l'Égypte, l'Inde, le Pérou, les Émirats arabes unis et la Grèce. Le prix d'un Mirage-2000 à l'exportation est de l'ordre de 120 millions de francs en état de vol, c'est-à-dire sans ses pièces de rechange et sans ses armements.

Ce contrat a été conclu dans le cadre du protocole intergouvernemental signé, au février dernier, par les premiers ministres des deux pays, à l'occasion de la visite officielle en France du roi Hussein de Jordanie.

La France devrait aussi moderniser quinze des Mirage-F.1 déjà en possession de la Jordanie. Il s'agit, notamment, de transformer ces avions d'interception et de défense aérienne en appareils d'attaque au sol, sur le modèle des Mirage-F.1 israéliens. Dans ce cadre, la Jordanie a signé, récemment, avec la Grande-Bretagne, l'acquisition de huit avions de combat Tornado, conçus en coopération avec l'Allemagne fédérale et l'Italie.

صحة من الاجل

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

« La Bourse de Paris a fait preuve cette semaine d'un ressort aussi étonnant qu'attendu... »

1974 - 1981 - 1988 : les bégalements de l'histoire

16 octobre et demeure inférieur de plus de 33 % à son plus haut historique atteint en mars 1987.

La semaine aura été rythmée par les évolutions du titre Compagnie du Midi. Dès lundi, l'histoire Generali s'annonçait déçue 13,61 % du groupe français d'assurances.

Ces cinq séances se soldent sur un gain de 3,7 % sensiblement analogue à la performance de la semaine précédente (4 %).

« Cardiaques s'abstenir »

« Les valeurs montent uniquement sur des bruits et non sur des critères fondamentaux », s'inquiétait un gérant de portefeuilles, soucieux du peu d'attention que portent ses confrères à la tension sur les taux d'intérêt outre-Atlantique et à la morosité de Wall Street.

Le mois boursier s'est en effet achevé le 21 avril sur un score positif de 3,77 %, effaçant le recul de mars. Ainsi, au terme de cette dernière liquidation gagnante de l'année, les valeurs ont progressé depuis janvier de près de 10 %.

Paribas vole au secours du Midi

Un coup de théâtre s'est produit vendredi 22 avril 1988 en fin de journée : le groupe Paribas a fait connaître, conformément à la réglementation, que sa participation dans le capital de la Compagnie du Midi avait dépassé 5 %.

A la veille du week-end, toutefois, on trouvait, face aux 14 % du Generali dans le capital du Midi et, soupçonner certains, aux 10 % achetés par des institutions « amies », le bloc des 37 % dont M. Bernard Pagezy, PDG du Midi, est sûr ; et un peu moins de 10 % aux mains de la Caisse des dépôts et de Paribas.

Cette fois-ci, M. Pagezy, pris à la gorge, abat sa dernière carte, lance le troisième étage de sa fusée et met au point au moins deux scénarios de « projets », avec des industriels ou des assureurs, pour constituer un début de « noyau dur », avec l'assistance éventuelle de banques proches du Midi, CCF, Paribas, etc., et de ses partenaires dans l'industrie.

M. Pagezy a donc réussi à se donner un délai de grâce, mais une chose est certaine : de toute façon, il devra composer avec ses futurs « alliés », ce qu'il n'a jamais beaucoup aimé. C'est la dure loi de ce genre de conflit : on n'en sort jamais indemne.

FRANÇOIS RENARD.

Michelin : une gratuite pour dix

1987, un bon cru pour l'industrie française ? La liste des entreprises qui ont déposé de copieux bénéfices, est déjà longue. Michelin est la dernière à y ajouter son nom.

che (+ 38,7 %), la part du groupe (2,43 milliards) s'accroissant de 27,5 %. Mieux : après deux années de déficit, la Manufacture est redevenue bénéficiaire : 125 millions de francs (contre une perte de 54 millions en 1986).

Mais toujours chiche, Michelin n'est pas très généreuse avec ses actionnaires. Les dividendes sont fixés à 2,20 F par action « A » partiellement amortie et par action « B », et de 2,30 F par action « A » de capital.

Les dividendes sont fixés à 2,20 F par action « A » de capital. Ils sont à comparer aux dividendes de 20 F et 21 F respectivement versés pour 1986 avant division par dix de l'action de la compagnie, ce qui fait tout juste 10 % de mieux. Quand même, les actionnaires recevront une action gratuite pour dix, mais crée jouissance au 1^{er} janvier 1988.

A. D.

Semaine du 18 au 22 avril 1988

18 actions Bouygues pour une Trois Quartiers. Enfin, les cotations de la société de service d'information financière Datafina étaient suspendues vendredi.

Les rapprochements et les spéculations sur d'éventuels raids ont un peu assagé la poursuite de la publication des excellents résultats de 1987. Peugeot, malgré un doublement de ses bénéfices à 6,7 milliards de francs, n'a rencontré qu'une réaction mitigée.

Vers une grève ?

Le nouveau mois boursier de mai a débuté vendredi avec une nouvelle modernisation du marché. Deux classes d'options (CGE et Accor) ont été ouvertes sur le MONEP (Marché des options négociables sur actions de Paris), portant à dix le nombre de classes.

Parallèlement à cette modernisation technique se met en œuvre le processus de réforme qui prévoit l'ouverture du capital des sociétés de Bourse à des établissements financiers français ou étrangers.

Ces « grâtes », qui représenteraient encore 9 à 9,5 mois de salaires supplémentaires au système en titre de 1977 (contre 16,2 mois au titre de 1986), seraient imprimées. En contrepartie seraient instaurés au coup par coup des relèvements de salaires allant de 17 à 60 %. Ces propositions ont entraîné une certaine contestation des salariés.

DOMINIQUE GALLOIS.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Table with 3 columns: Ticker, 15 avril, 22 avril. Lists various stocks like Alcoa, Allegheny, AT&T, Boeing, etc.

LONDRES

Table with 3 columns: Ticker, 15 avril, 22 avril. Lists various stocks like British Petroleum, Shell, etc.

FRANCFORT

Table with 3 columns: Ticker, 15 avril, 22 avril. Lists various stocks like BASF, Bayer, etc.

TOKYO

Table with 3 columns: Ticker, 15 avril, 22 avril. Lists various stocks like Dai Nippon, Daiwa, etc.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

Table with 3 columns: Ticker, 22-4-88, Diff. Lists bonds like 10,30 % 1975, 10,30 % 1976, etc.

Alimentation

Table with 3 columns: Ticker, 22-4-88, Diff. Lists food stocks like Béghin-Say, Danone, etc.

Bâtiment, travaux publics

Table with 3 columns: Ticker, 22-4-88, Diff. Lists construction stocks like Auxil d'entr., Bouygues, etc.

Banques, assurances sociétés d'investissement

Table with 3 columns: Ticker, 22-4-88, Diff. Lists bank and insurance stocks like BNP, Cofidis, etc.

Métallurgie

Table with 3 columns: Ticker, 22-4-88, Diff. Lists metal stocks like Alpi, Avions Desmoulin, etc.

Mines d'or, diamants

Table with 3 columns: Ticker, 22-4-88, Diff. Lists mining stocks like Anglo-American, AngloGold, etc.

Valeurs diverses

Table with 3 columns: Ticker, 22-4-88, Diff. Lists various other stocks like Accor, Agropar, etc.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 3 columns: Ticker, Cours, Diff. Lists gold market data like Or fin 999,99, etc.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

Table with 3 columns: Ticker, Nbre de titres, Val. en MF. Lists active stocks like Midl, Peugeot, etc.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Table with 3 columns: Ticker, Valeurs, Diff. Lists stocks with large price changes like Gascogne, Tals Lenz, etc.

BONS DU TRÉSOR

Table with 3 columns: Ticker, Cours, Diff. Lists treasury bonds like 3 ans, 5 ans, etc.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

Table with 5 columns: Date, RM, R. et obl., Actions, Total. Shows transaction volume from 18 to 22 April.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1987)

Table with 3 columns: Index, 18 avril, 22 avril. Shows daily indices for France and Foreign.

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1987)

Table with 3 columns: Index, 18 avril, 22 avril. Shows agents of change index.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 avril 1988

Table with 3 columns: Cours, Juin 88, Sept. 88, Déc. 88, Mars 89. Shows MATIF contract prices.

Nombre de contrats : 44 785.

صكنا من الاجل

Le Monde

Table with 7 columns: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES, MINITEL. Lists various news items and their page numbers.

Difficiles négociations à Beyrouth
Les otages français n'ont pu être libérés à la veille du premier tour

Un avion immatriculé en Suisse et ayant amené les négociateurs français dans l'affaire des otages au Liban a quitté Beyrouth samedi 23 avril en fin de matinée sans les otages. Il était arrivé vendredi dans la capitale libanaise et avait passé la nuit à Chypre avant de revenir à Beyrouth. Cette même nuit, les rumeurs s'étaient faites de plus en plus insistantes sur une libération imminente.

avec lui M. Iskandar Safa, homme d'affaires libanais qui dirige à Paris la société Triacorp, dont le nom a été cité depuis mars 1986 dans l'affaire des otages. Immédiatement après cet atterrissage, l'accès de l'aéroport était interdit à la presse. A Beyrouth, l'arrivée de cet avion déclençait les rumeurs les plus folles, et de nombreux journalistes se massaient devant l'hôtel Summerland où a eu lieu la libération de Jean-Louis Normandin et de Roger Auque. Les hommes des services de renseignements syriens étaient omniprésents dans les parages de l'hôtel. A 11 h 15 du matin, les journalistes et photographes qui stationnaient devant l'hôtel étaient refoulés à l'intérieur sans explication avec l'interdiction d'en sortir. La plupart des lignes téléphoniques étaient coupées. Le mystère demeurait sur le lieu où se trouvaient les négociateurs. La présence des voitures syriennes, vues à l'aéroport, près de l'hôtel, faisait supposer que les négociateurs pouvaient s'y trouver, mais ils ne sont apparus à aucun moment. L'ambassade de France à Beyrouth, pour sa part, affirmait tout ignorer et, contrairement aux alertes précédentes sur une éventuelle libération des otages, aucune voiture de la chancellerie ne se trouvait au Summerland.

Cette nouvelle agitation intervient après une première tentative de libération qui aurait dû se produire, affirme-t-on de bonne source, il y a trois semaines. Mais celle-ci aurait été compromise par deux éléments. D'une part, lors de la bataille qui a opposé au début du mois d'avril les milices chiites Amal aux Hezbollah, intégrés chiites pro-iraniens, pour le contrôle du Liban sud, un des interlocuteurs Hezbollah de M. Marchiani a été tué, et on peut penser que la défaite du Hezbollah n'a pas contribué à faciliter les choses. D'autre part, le détournement du Boeing Boeing 747, lui aussi, perturbé les événements. De très bonne source à Damas, on indiquait jeudi que les négociations avaient repris et que, jeudi toujours, les intermédiaires franco-libanais se trouvaient dans la capitale syrienne pour des contacts avec les services syriens chargés du Liban. Il semblerait donc que Paris, contrairement aux deux libérations précédentes, ait choisi cette fois de mettre la Syrie « dans le coup » pour le scénario d'une éventuelle libération. Damas n'étant pas partie prenante dans la négociation de fond.

Des informations de plusieurs sources à Beyrouth indiquent que l'avion transportait notamment M. Jean-Charles Marchiani, le négociateur français, homme de confiance de M. Charles Pasqua, qui était apparu lors de la libération, en novembre dernier, de Jean-Louis Normandin et Roger Auque. Serait-il libéré ?

LIBAN
Voiture piégée à Tripoli : quarante-neuf morts

Tripoli (Liban, AFP). Quarante-neuf personnes ont été tuées samedi 23 avril et quatre-vingt-trois autres ont été blessées par l'explosion d'une voiture piégée à Tripoli, principale ville du Liban-nord, a-t-on indiqué de sources hospitalières. La voiture, une Mercedes 200, a explosé près du marché aux légumes, dans le quartier populaire de Bab Tebaneh, à une heure de grande affluence, et a provoqué en outre des dommages matériels très importants, a constaté le correspondant de l'AFP. Les forces syriennes, qui contrôlent Tripoli depuis 1983, ont bouclé le secteur de l'attentat.

GRANDE-BRETAGNE : désamorçant un conflit latent

Mme Thatcher accepte d'augmenter les salaires des infirmières

LONDRES de notre correspondant. Mme Thatcher a-t-elle fait marche arrière quand les circonstances l'exigent. Le gouvernement a annoncé, le jeudi 21 avril, une hausse de plus de 15% du salaire des infirmières du secteur public. Celles-ci avaient observé le 3 février dernier une « journée nationale de grève », la première dans l'histoire de leur profession, mais n'avaient rien obtenu. La malaise persistait, mais ne faisait plus la « une » des journaux.

Mme Thatcher a choisi une solution élégante. Elle a approuvé jeudi sans délai les recommandations, concernant les infirmières, d'une commission chargée de réévaluer l'ensemble des salaires des personnels du service national de santé. Personne ne s'attendait à une telle générosité de sa part. Le premier ministre désamorce ainsi une véritable bombe à retardement.

Les 487 000 infirmières, sages-femmes et aides-soignantes britanniques risquaient, à tout moment, de faire une rentrée spectaculaire sur la scène publique. Leurs salaires en début de carrière - environ 6 000 F par mois - sont parmi les plus bas de la fonction publique.

L'augmentation de 15,3% n'est qu'une moyenne. Le cabinet conservateur a voulu récompenser en priorité les infirmières spécialisées, notamment celles qui travaillent

dans les services de soins intensifs. Pour celles-ci, la hausse est de l'ordre de 25%. Elle est de 13% pour les surveillantes. Les moins bien loties recevront tout juste l'équivalent du taux d'inflation.

Pour les infirmières assistant les chirurgiens en salle d'opération, les mesures annoncées jeudi signifient une augmentation de 1 800 F par mois. La prime spéciale accordée aux infirmières londonniennes est également considérablement accrue. Le gouvernement a décidé en même temps jeudi d'augmenter les médecins et les dentistes de 7,9%, les magistrats de 7,4% et les militaires de 6,4%.

« Il s'agit d'un pas dans la bonne direction », a déclaré le leader de l'opposition travailliste, M. Neil Kinnock. Le Labour a mené vigoureusement campagne ces derniers mois en faveur du service national de santé.

Le premier ministre a-t-il senti le danger ? Sa décision d'augmenter massivement le salaire des infirmières est intervenue en tout cas vingt-quatre heures après la publication d'un sondage Gallup indiquant que, pour la première fois depuis sept ans, les travaillistes dépassaient les conservateurs. Selon ces chiffres, les travaillistes bénéficieraient de 41,5% d'opinions favorables et les conservateurs de 40,5%.

DOMINIQUE DHOMBRES.

La tension en Nouvelle-Calédonie
Les dirigeants du mouvement indépendantiste posent trois conditions à la libération des gendarmes

NOUMÉA de notre correspondant. Les trois principaux dirigeants du mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie, MM. Tjibaou, Yvevéné et Jorédié, ont fait savoir, samedi 23 avril, que le « commando » du FLNKS qui détenait toujours vingt-sept gendarmes en otage dans l'île d'Ouvéa, pose trois conditions à la libération de ces hommes : le retrait de l'île des forces de l'ordre, l'annulation des élections régionales prévues ce dimanche 24 avril et la nomination d'un médiateur par le président de la République et le premier ministre afin de « discuter d'un véritable référendum d'autodétermination ».

M. Jorédié, qui a pu établir un contact avec un émissaire des ravisisseurs, a précisé que les otages étaient détenus en différents endroits dans des grottes de la forêt de Gossasin, dans le nord d'Ouvéa et qu'il était « bien sûr ». « La situation devrait se durcir », a-t-il ajouté en soulignant que les comités de lutte du FLNKS s'étaient organisés « sur plusieurs mois ».

M. Tjibaou a, pour sa part, rejeté la responsabilité des affrontements de vendredi sur le gouvernement et le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), en rappelant qu'en novembre 1986 une rencontre prévue à Paris entre lui-même et le premier ministre avait été annulée par M. Chirac après qu'un jeune Européen eût été tué à Thio. « Si nous avions eu des discussions avec M. Chirac on n'en serait pas là aujourd'hui », a souligné le chef du mouvement indépendantiste.

A Ouvéa, les forces de l'ordre poursuivaient, samedi après-midi (heure locale), leurs recherches afin de localiser les différents groupes de ravisisseurs. Parmi les renforts parvenus vendredi de métropole figuraient une vingtaine de tireurs d'élite du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN).

Les autorités locales conservent un mutisme absolu sur les opérations en cours qui se déroulent sans témoin, la presse étant tenue à l'écart et l'aérodrome de l'île étant interdit depuis la veille aux utilis-

M. Mitterrand : « On ne se libère pas en opprimant les autres »

Avant d'évoquer la situation en Nouvelle-Calédonie, vendredi soir 22 avril au Bourget, M. Mitterrand a demandé à son auditoire de « bien vouloir rester silencieux ». Puis, il a ajouté : « Mardi soir, à Montpellier, je disais : dans cette campagne présidentielle, n'oubliez pas que le monde continue de tourner. Et je ne pensais pas que ce propos s'appliquerait à un petit bout de territoire, quel que part où l'on s'affronte, où l'on se frappe, où l'on se tue sous le drapeau de la République française. M'entendent-ils, là-bas, les uns et les autres ? M'entendent-ils ? La distance est si grande, et pas seulement celle des milliers de kilomètres, mais celle des esprits et des cœurs. La distance est si grande, qui sépare des groupes, des collectivités, des voisins, des hommes et des femmes que j'ai pour charge, avant tout autre, de protéger. »

M. Chirac : « Sauvagerie et barbarie »

M. Chirac, qui était, vendredi soir 22 avril, l'hôte du « Grand Jour RTL-Le Monde », a notamment déclaré : « Je suis consterné par cette sauvagerie, par cette barbarie (...). Toutes les mesures ont été prises pour faire en sorte, d'une part, que les gendarmes qui sont retenus soient libérés - je pense qu'ils le seront rapidement - et, d'autre part, que les assassins soient défaits à la justice, cela va de soi. J'ai pris toutes les dispositions nécessaires pour que l'ordre et la justice régissent en Nouvelle-Calédonie comme sur l'ensemble du territoire national. »

« (...) Je ne crois pas que l'on puisse parler vraiment du FLNKS, lequel n'a cessé depuis deux ans de voir diminuer à la fois ses membres et son audiance. Je pense qu'il s'agit surtout de la fraction la plus extrémiste, la plus terroriste, car il s'agit bien de terrorisme, du FLNKS, qu'on appelle la FALIEA et la FULE, des groupuscules qui sont extrêmement violents et qui se rallient au fur et à mesure que le FLNKS est en voie de disparition. (...) »

« D'autre part, je regrette que le Parti socialiste, notamment par l'ensemble de ses représentants qui sont allés en Nouvelle-Calédonie, ait toujours eu une attitude d'encouragement au FLNKS... laquelle ne pouvait pas manquer d'avoir des conséquences de cette nature et que j'ai condamnées. »

« Alors, ne me parlez pas de mises en garde venant de M. Mitterrand, car, naturellement, je récus leur bien-fondé. »

Interrogé sur la décision prise de faire coïncider la date des élections régionales et le premier tour de l'élection présidentielle, le premier ministre a répondu que la nouvelle loi « prévoyait le vote pour les institutions étatiques prochainement ».

M. Chirac a ajouté : « La statue que nous avons fait voter est substituée au statut qui nous avait appelé « statut Fiala », cet homme qui a fait tout de mal à la Nouvelle-Calédonie. Ce statut est beaucoup plus ouvert, en particulier beaucoup plus apte à répondre aux problèmes spécifiques des différentes ethnies calédonniennes que celui qui l'a précédé (...). Je ne sais pas ce qu'on peut faire de plus ni au nom de quoi M. Mitterrand veut aujourd'hui, après avoir changé le statut, faire un statut Fiala... encore améliorer ce statut après avoir lui-même donné son avis sur le statut antérieur, lequel était beaucoup plus dur en ce qui concerne l'ethnicité indigène en Calédonie. Enfin, il n'est pas question pour moi de laisser une minorité à une petite minorité dans la République, imposer un tel... »

Critiquant vivement la politique menée sur le territoire de 1981 à 1986 par les socialistes, M. Chirac a notamment affirmé : « Dans cette période socialiste, il y a eu trente-deux morts, des centaines de blessés, des dizaines et des dizaines de femmes violées, des centaines de maisons, de fermes ou de biens, appartenant à des personnes, ont été brûlés en mars 1986 la Calédonie dans une situation de guerre civile. Beaucoup qui, par la suite, ont été libérés, n'ont pas eu de cesse de demander la responsabilité de donner des conseils ! »

« Critiquant vivement la politique menée sur le territoire de 1981 à 1986 par les socialistes, M. Chirac a notamment affirmé : « Dans cette période socialiste, il y a eu trente-deux morts, des centaines de blessés, des dizaines et des dizaines de femmes violées, des centaines de maisons, de fermes ou de biens, appartenant à des personnes, ont été brûlés en mars 1986 la Calédonie dans une situation de guerre civile. Beaucoup qui, par la suite, ont été libérés, n'ont pas eu de cesse de demander la responsabilité de donner des conseils ! »

M. Raymond Barre : « A la semaine prochaine ! »

« Au revoir et à la semaine prochaine ! » C'est ainsi que, le vendredi 22 avril après-midi, le candidat Raymond Barre a pris congé - provisoirement - des journalistes qui avaient suivi sa campagne électorale. A ceux qui lui ont demandé s'il n'était satisfait, M. Barre a répondu avec un air large sourire : « Pourquoi ne serais-je pas satisfait ? Mais pas question d'obtenir de lui le moindre commentaire sur les événements de Nouvelle-Calédonie : « Laissez-moi terminer ma campagne avec la formation professionnelle, laissez au professeur le plaisir de conclure sur l'investissement humain ! »

Pour sa dernière ligne droite avant le premier tour, l'ancien premier ministre avait choisi de visiter un centre de formation d'apprentis (CFA) du onzième arrondissement de Paris, géré par la Chambre syndicale des entreprises d'équipement électrique, et subventionné par le conseil régional d'Île-de-France, qui forme quelque six cents jeunes à des CAP et à des baccalauréats professionnels depuis la loi de 1987 favorisant l'apprentissage. Une manière de souligner l'exemplarité de l'enseignement privé décentralisé, comme il l'avait fait le mercredi précédent en se ren-

dant dans un lycée catholique (Le Monde du 22 avril). « 99% de ceux qui terminent ici leurs études sont employés », a appuyé M. Barre en se félicitant de l'alternance école-entreprise pratiquée dans les CFA, de la « gestion directe par la profession », qui permet d'adapter la formation aux besoins, et de mettre à disposition des élèves les matériels les plus évolués.

« En France, on n'a pas fait d'effort suffisant en matière d'apprentissage, de formation professionnelle, et de liaison avec l'emploi, a-t-il déclaré. Je repars convaincu que dans les dix prochaines années, nous devons donner une formation adaptée aux jeunes. S'entretiens avec les responsables patronaux et les enseignants, serrant les mains des jeunes apprentis en bleu de travail sous le regard des caméras, M. Barre les a félicités pour le « tenu impeccable » de l'établissement. « Je souffre beaucoup de voir des établissements d'enseignement dans une tenue fort déplorable », a déclaré le professeur-candidat, déclinant au passage un petit coup de grille à l'éducation nationale, que l'on avait presque oubliée.

« Trois morts dans une avalanche... Une avalanche a causé le mort de trois personnes, le vendredi 22 avril, dans le massif de l'Oisans, au-dessus de La Bérarde (Isère). L'une des victimes est un père de cinquante ans, l'abbé Georges Alloué, curé de La Grave (Hautes-Alpes), qui était par ailleurs métrologue savoyard diplômé. »

« Trois morts dans une avalanche... Une avalanche a causé le mort de trois personnes, le vendredi 22 avril, dans le massif de l'Oisans, au-dessus de La Bérarde (Isère). L'une des victimes est un père de cinquante ans, l'abbé Georges Alloué, curé de La Grave (Hautes-Alpes), qui était par ailleurs métrologue savoyard diplômé. »

« Trois morts dans une avalanche... Une avalanche a causé le mort de trois personnes, le vendredi 22 avril, dans le massif de l'Oisans, au-dessus de La Bérarde (Isère). L'une des victimes est un père de cinquante ans, l'abbé Georges Alloué, curé de La Grave (Hautes-Alpes), qui était par ailleurs métrologue savoyard diplômé. »

RAYONNAGES
BIBLIOTHÈQUE A VOS MESURES
FRÈRES COMPÉTIERS
73 ans de tradition
E. M. Compétières, 73 rue de la République, 92044 Paris, M. 864 - Tél. : 45-49-37-49